

## SOMMAIRE

Janvier-Février 2006

Volume VII Numéro 1

### COMMENTAIRES

- 3 - Aide pour le commerce : un bon point pour les PED, s'il est suivi d'effets
- 3 - Accès aux marchés en franchise de droits de douanes et sans quota pour les PMA : un tonneau vide ?
- 4 - Agriculture : Des compromis qui permettent de débloquent les négociations, la fin des subventions à l'exportation sur le coton agendée
- 6 - Accès aux marchés pour les produits non agricoles : HongKong lève quelques écueils et renvoie le reste à Genève
- 7 - Services : après une longue offensive, l'UE et alliés battent en retraite pour sauver HongKong
- 9 - Les résultats de Hongkong : Une évaluation à partir de la perspective des PMA
- 11 - La 6<sup>ème</sup> Conférence ministérielle et les pays en développement
- 12 - Hong-Kong : les pays du C4 exemplaires dans le dossier du coton
- 14 - Hong Kong : Le Cycle du développement vidé de son contenu ?

### NOUVELLES DE L'OMC

- 18 - Evolution dans les négociations agricoles : Falconer se propose de rédiger des documents de référence pour les questions sur lesquelles une certaine convergence est apparente

### PUBLICATIONS ET ÉVÉNEMENTS

- 24 - Publications
- 24 - Événements

## Conférence Ministérielle de Hong Kong : Le Cycle de Doha en sursis grâce un Accord minimaliste

Partie sur des bases assez pessimistes quant à son issue, la Conférence ministérielle de Hong Kong a finalement abouti à un compromis minimal qui garantit le sursis du cycle de Doha. Les négociations ont pu être débloquentes dans des domaines aussi sensibles que les subventions à l'exportation sur l'agriculture et notamment sur le coton, la question de l'Aide pour le commerce a acquis un niveau important de visibilité grâce à la mobilisation des pays en développement, et les PMA repartent de Hong Kong avec un accès en franchise de droit de droits de douane et sans quotas pour leurs exportations. Sur chaque concession accordée, les discussions ont été à point que l'espoir d'arriver à un compromis n'était pas la chose la mieux partagée aux deux derniers jours de la conférence.

Le projet de texte soumis aux Membres à l'entame de la Conférence ne nécessitait que peu d'intervention de la part des ministres. Celles-ci pouvaient se résumer essentiellement aux nouveaux délais pour l'achèvement des cadres de négociation - modalités complètes - pour l'agriculture et l'AMNA. Sur ces deux dernières questions, le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy et le président du Conseil général, l'ambassadeur Amina Mohamed (Kenya) avaient envoyé aux ministres un ensemble de questions spécifiques concernant la nature probable des modalités éventuelles. Dans la même veine, six rapports des présidents des groupes de négociations clés ont été joints au projet de déclaration ministérielle. Un seul, celui portant sur la facilitation des échanges, a été approuvé par les Membres avant la ministérielle. Les autres - sur l'agriculture, l'AMNA, les services, les règles et le TSD pour les PMA - ont été présentés par les présidents respectifs, sous leur propre responsabilité et leur contenu n'a été ni négocié, ni convenu par les Membres.

Finalement, au terme des six jours de négociations éreintantes et parfois acerbes, les ministres des 149 gouvernements Membres de l'OMC sont parvenus à un accord, le 18 décembre, pour « replacer sur la bonne voie » les discussions commerciales stagnantes du Cycle de Doha, selon les mots du directeur général, Pascal Lamy.

Comme l'on s'y attendait, la Déclaration ministérielle de Doha ne contient ni chiffres spécifiques, ni structures de formule pour la réduction des subventions et des tarifs - les négociateurs avaient reconnu, avant de venir à HongKong, qu'ils restaient trop divisés sur les questions les plus ardues sur la table pour être en mesure de parvenir à un accord, ici. Les ministres se sont plutôt accordés sur certains paramètres généraux pour guider l'élaboration de ces 'modalités complètes' sur l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) et se sont fixés une date limite d'avril 2006 pour les finaliser. Ils espèrent toujours conclure le cycle d'ici la fin de l'année prochaine.

### Les Questions de développement en vedette

#### Accès aux marchés en franchise de droits et sans quotas pour les PMA

A mi-chemin de la conférence, le facilitateur sur les questions de développement, Clement Rohee, ministre du commerce de Guayana, avait fait rapport à la réunion des chefs de délégation sur le fait que des divergences persistaient en ce qui concerne l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingents pour les exportations des PMA, la première des 5 propositions émanant des PMA, figurant dans l'annexe F du

(suite à la page 2)

Conférence Ministérielle de Hong Kong :...  
(suite de la page 1)

projet de texte de déclaration ministérielle. L'UE, déjà liée à l'accès permanent en franchise de droits et sans contingents, dans le cadre de son initiative Tout sauf les armes, a soutenu avec force que les autres pays développés devaient en faire de même. Les États-Unis et le Japon préféreraient, toutefois, être en mesure d'exclure certains produits - tels que les textiles et le riz - du moins pour un certain temps. Ils aimeraient également conserver la possibilité de supprimer l'accès préférentiel aux importations en provenance des PMA pour les produits qui excèdent une certaine part de leurs marchés.

En fin de compte, le paragraphe 47 de la Déclaration ministérielle, portant sur les pays les moins avancés (PMA) prévoit des détails sur l'obligation toute nouvelle qui incombe aux pays développés d'offrir un accès en franchise de droits et sans contingents aux exportations en provenance des PMA, à compter de 2008. Quoique plus tardive que ce que les PMA avaient espéré, une date précise serait importante car elle garantirait la réalisation des avantages, même au cas où les négociations du Cycle de Doha étaient prorogées jusqu'après 2008.

Il y a toutefois une réserve importante à ce compromis en ce qui concerne les produits ciblés : les pays développés qui rencontrent des difficultés à assurer un plein accès en 2008 ne seront tenus de le faire que pour 97% des lignes tarifaires. Cette réserve de 3% compterait pour près de 330 lignes tarifaires, selon Debapriya Bhattacharya, directeur de la cellule de réflexion basée à Dacca, Centre for Policy Dialogue. « Etant donné le panier non diversifié des exportations [des PMA], 3% de lignes tarifaires peuvent essentiellement les priver d'accès aux marchés pour l'ensemble de leurs produits. » Il a noté que 20 à 25 lignes tarifaires au niveau SH à six chiffres comptent pour près des deux tiers des exportations totales du Bangladesh.

Il n'y a pas de date limite pour l'élargissement de ce traitement à tous les produits, bien que le texte comprenne une disposition de l'effort maximal qui permet de prendre « des mesures pour

s'acquitter progressivement » de la pleine couverture de produits, « compte tenu de l'incidence sur les autres pays en développement à des niveaux similaires de développement et, selon qu'il sera approprié, en complétant graduellement la liste initiale des produits visés. » Si cette dernière disposition réconforte sans nul doute les pays en développement pauvres susceptibles d'être en concurrence pour les mêmes marchés d'exportation, elle présente également le risque d'exclure de manière permanente les secteurs d'exportation les plus compétitifs des PMA. Certains PMA qui bénéficient de régimes préférentiels étaient de fait en faveur de la réserve, car elle réduirait les risques de voir leurs exportations évincées par la concurrence de producteurs PMA plus efficaces.

### **Haute visibilité pour l'Aide pour le commerce**

L'« aide pour le commerce », généralement perçue comme étant un financement visant à améliorer la capacité des pays en développement à participer au commerce international, a été réellement pris en compte comme partie essentielle de tout ensemble du développement.

Les Membres de l'OMC s'étaient accordés sur deux questions qui avaient été citées comme des éléments éventuels d'un ensemble du développement à Hong Kong : une prorogation de 7 ans et demi accordée aux PMA pour qu'ils se mettent en conformité avec la plupart des règles de l'OMC relatives à la propriété intellectuelle, et l'amendement de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC) de l'OMC, pour permettre aux pays ayant des capacités de fabrication insuffisantes dans le secteur pharmaceutique d'importer des versions génériques bon marché de médicaments encore sous brevet. Les critiques font toutefois valoir que ces deux décisions seront, en pratique, de peu d'utilité, pour les pays pauvres. La première, disent-ils, est si restreinte qu'elle est de valeur limitée, alors que la seconde repose sur un accord de 2003 que pas un seul pays n'a été en mesure d'utiliser pour importer des médicaments.

Par ailleurs, les pays riches se sont bousculés pour annoncer des

engagements de financement, mais ne disent pas grand-chose sur la manière dont ces fonds seront dépensés.

Le commissaire européen au commerce, Peter Mandelson, qui a qualifié d'« indispensable » un « ensemble du développement » pour les PMA, a indiqué que l'UE s'était engagée à accroître ses dépenses annuelles sur l'aide pour le commerce à 2 milliards d'euros d'ici 2010 : un milliard de ce montant sera versé par les États Membres, qui ont convenu de la hausse (400 millions d'euros par an) et le reste, par la Commission européenne. » L'Europe n'est pas venue les mains vides, à Hong Kong, en ce qui concerne l'aide pour le commerce, « a-t-il déclaré. L'action de l'UE est tombée juste quelques jours après que le Japon a annoncé son intention de consacrer 10 milliards de dollars US en trois ans à 'l'aide pour le commerce' en faveur des PMA, afin d'aider à la construction d'infrastructures telles que des routes et des ports, et à la modernisation de leurs systèmes douaniers.

Pour sa part, Mr Portman, le représentant américain au commerce, a mis l'accent sur le montant de 1,34 milliard de dollars par an que les États-Unis consacrent à l'aide liée au commerce, et dont une grande partie va aux infrastructures physiques et à la facilitation des échanges. Lors d'une conférence de presse avec Mandelson et Portman, le ministre des finances rwandais, Paul Manasseh Nshuti, a mis l'accent sur le fait que l'aide pour le commerce devrait se faire sous forme de dons, et ne devrait pas porter préjudice aux positions des pays bénéficiaires dans les négociations.

Bien que les ministres aient convenu que l'aide pour le commerce était un complément nécessaire à la libéralisation des échanges - plutôt qu'un substitut - certains groupes qui font campagne pour le développement ont accusé les donateurs potentiels de recourir à leurs annonces pour détourner l'attention sur leur incapacité à convenir d'une réforme commerciale favorable au développement. Selon John Hilary de War on Want, « les pays riches tentent de soudoyer l'opposition à leurs politiques commerciales au moyen d'un marchandage cynique. »

(suite à la page 21)

## Aide pour le commerce : un bon point pour les PED, s'il est suivi d'effets

La décision de mettre en place un groupe spécial de l'OMC pour renforcer la capacité d'offre des pays pauvres afin de leur permettre de tirer profit des opportunités commerciales a été favorablement accueillie. En effet les ministres ont pris la décision à travers le paragraphe 57 de la déclaration ministérielle d'accorder aux pays en développement une « aide au commerce » qui devrait « viser à aider les pays en développement, en particulier les PMA, à se doter de la capacité du côté de l'offre et de l'infrastructure liée au commerce dont ils ont besoin pour les aider à mettre en œuvre les Accords de l'OMC et en tirer profit et, plus généralement, pour accroître leur commerce. » Cette aide, ont-ils indiqué, « ne peut pas se substituer aux avantages en matière de développement qui résulteront d'une conclusion positive du PDD, en particulier sur l'accès aux marchés. Toutefois, elle peut utilement compléter le PDD. »

On peut relever plusieurs préoccupations en ce qui concerne la manière dont l'aide pour le commerce a été débattue à HongKong. La préoccupation primordiale est qu'il est peu probable que ceci entraîne la mise à disposition de nouveaux fonds, en plus de ceux déjà engagés en début d'année, par exemple dans la période menant à la réunion du G-8 à Gleneagles. Il est vraisemblable que des fonds déjà promis seront plutôt rebaptisés « aide pour le commerce ». En annonçant l'offre américaine, par exemple, le négociateur principal a déclaré de manière explicite qu'elle devait « aller de pair » avec l'accès aux marchés. Pour nombre de pays en développement, il est inacceptable de lier l'aide préalablement convenue à de telles concessions commerciales de la part des bénéficiaires d'aide.

De plus, il est probable que le FMI et la Banque mondiale se voient accorder le rôle de chef de file, par exemple à travers le Cadre intégré. Ceci suscite des préoccupations, compte tenu des antécédents dans ces institutions en matière d'imposition de conditionnalités, notamment la libéralisation prématurée des échanges qui a déstructuré les économies de beaucoup de pays en développement. Le texte renvoie également à des « prêts assortis de conditions favorables » (dernière ligne), alors qu'il serait préférable d'avoir 100% de l'aide sous forme de dons pour éviter d'alourdir davantage le fardeau de la dette des pays en développement. Il est toutefois positif que l'aide pour le commerce ne soit pas limitée aux PMA, mais qu'elle soit étendue à d'autres pays en développement.

Les ministres ont aussi invité le Conseil général à créer une équipe spéciale qui fera des recommandations sur la façon de rendre opérationnelle l'Aide pour le commerce. L'Équipe spéciale fera des recommandations au Conseil général pour juillet 2006 sur la façon dont l'Aide pour le commerce pourrait contribuer le plus effectivement à la dimension développement du PDD.

## Accès aux marchés en franchise de droits de douanes et sans quota pour les PMA : un tonneau vide ?

HongKong devait être un test décisif quant à la prise en compte effective de la dimension du développement dans le programme de travail de Doha conformément à l'esprit de la quatrième conférence ministérielle. Prenant les pays développés au mot et compte tenu des signaux et des déclarations d'intention, les PMA n'attendaient rien de moins de HongKong qu'un paquet substantiel de mesures en faveur du développement.

À l'arrivée, les résultats sont bien en deçà des espérances. Même s'il est convenu que l'accès aux marchés en franchise de droits de douanes et sans quota sera assuré à tous les PMA, « de manière durable », d'ici 2008, pour au moins 97% de tous les produits, cette offre risque d'être largement tempérée par la situation actuelle des PMA. Actuellement près de 94% des lignes tarifaires des PMA bénéficient déjà d'un accès aux marchés américains à des tarifs faibles ou nuls et dans tous les cas, les PMA ont tendance à exporter une gamme limitée de produits. Or, le pourcentage de 3% couvre près de 330 lignes tarifaires, alors que les lignes tarifaires de 20 à 25 comptent actuellement pour près de deux tiers des exportations totales d'un pays comme le Bangladesh par exemple. Les États-Unis ont insisté sur un plafond de 97% des lignes tarifaires précisément parce qu'il leur permet de protéger leurs secteurs des textiles et des vêtements contre les importations en provenance de pays tels que le Bangladesh, le Cambodge et le Népal (qu'ils avaient tenté, d'exclure totalement, au début de la réunion). Ce pourcentage permet également au Japon de continuer à protéger le riz, le poisson, les produits en cuir et les chaussures. De plus, l'expression « de manière durable » n'a pas le même sens que « consolidé » et est donc tributaire de l'opinion politique et des intérêts spéciaux, à l'avenir.

Il n'y a pas de date limite pour l'élargissement de ce traitement à tous les produits, bien que le texte comprenne une disposition de l'effort maximal qui permet de prendre « des mesures pour s'acquitter progressivement » de la pleine couverture de produits, « compte tenu de l'incidence sur les autres pays en développement à des niveaux similaires de développement et, selon qu'il sera approprié, en complétant graduellement la liste initiale des produits visés ». Si cette dernière disposition réconforte sans nul doute les pays en développement pauvres susceptibles d'être en concurrence pour les mêmes marchés d'exportation, elle présente également le risque d'exclure de manière permanente les secteurs d'exportation les plus compétitifs des PMA. Certains PMA qui bénéficient de régimes préférentiels étaient de fait en faveur de la réserve, car elle réduirait les risques de voir leurs exportations évincées par la concurrence de producteurs PMA plus efficaces.



## Agriculture : Des compromis qui permettent de débloquent les négociations, la fin des subventions à l'exportation sur le coton agendée

Il est communément admis que l'agriculture est la locomotive des négociations à l'OMC. Cela n'a jamais été aussi vrai qu'à Hong Kong où le compromis sur le dossier agricole a conditionné le consensus final.

Des décisions importantes ont été prises dans le sens de l'élimination qui ont des effets de distorsion sur le commerce, aussi sur l'agriculture de façon générale que sur le coton, une catégorie sur pour l'aide alimentaire a été créée après des échanges acerbés sur la question entre les USA et l'UE. Si les officiels africains semblent trouver leur compte dans ce compromis, il n'en est pas de même pour la société civile qui considère que les résultats ne sont pas au niveau de leurs attentes légitimes.

### Subventions à l'exportation

L'acceptation par l'UE, d'une date pour l'abolition des subventions à l'exportation de produits agricoles, le dernier jour de la Conférence, a ouvert la voie à l'adoption de la Déclaration. Le texte engage les Membres à « assurer l'élimination parallèle de toutes les formes de subventions à l'exportation et des disciplines concernant toutes les mesures à l'exportation d'effet équivalent, d'ici 2013. » L'UE a de bonnes raisons de trouver cette date plus acceptable que la date limite de 2010, qui bénéficie d'un large soutien, mais à laquelle elle s'était opposée au cours des réunions en 'Green Room', tout au long de la semaine : la réforme de 2003 de sa Politique agricole commune (PAC) éliminerait n'importe comment la plupart des subventions de ce type, d'ici 2013. Toutefois, pour combler l'écart par rapport à la date antérieure, la Déclaration stipule qu'« une part substantielle » des réductions doit être « réalisée avant la fin de la première moitié de la période de mise en œuvre. » A titre de comparaison, la période de mise en œuvre pour les engagements découlant du Cycle d'Uruguay était de 5 ans pour les pays développés.

*Vers la création d'une « catégorie sûre » pour l'aide alimentaire*

Le texte requiert des Membres qu'ils développent des disciplines sur l'aide

alimentaire, les programmes de crédit à l'exportation et les pratiques des entreprises commerciales d'État exportatrices d'ici « le 30 avril 2006, dans le cadre des modalités. » Concernant l'aide alimentaire en particulier – l'UE a fait valoir qu'une grande partie de l'aide alimentaire en nature fournie par les États-Unis équivalait à une subvention à l'exportation à ses producteurs agricoles – le nouveau texte prévoit « des disciplines effectives sur l'aide alimentaire en nature, la monétisation et les réexportations, afin qu'il n'y ait pas de faille permettant la poursuite du subventionnement des exportations. » Il appelle également à la création d'une 'catégorie sûre' pour l'aide alimentaire véritable, afin de garantir que les nouvelles règles ne servent pas à l'entraver dans les situations d'urgence. Conformément au paragraphe 4 de la Décision de Marrakech, ces disciplines sur les programmes de crédit à l'exportation de produits agricoles devront prévoir de manière appropriée un traitement différencié en faveur des PMA et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.

### Soutien interne

Les subventions agricoles internes doivent être classées en trois fourchettes à des fins de réduction. « Le Membre qui a le niveau le plus élevé de soutien autorisé » - l'UE – se situera dans la fourchette supérieure, et sera soumis à la réduction linéaire la plus forte. Les États-Unis et le Japon entreront dans le second étage et tous les autres Membres se situeront dans la fourchette inférieure. Des pays tels que la Suisse, qui ont des niveaux relatifs élevés de subventions ayant des effets de distorsion des échanges, même s'ils se situent dans la fourchette inférieure, seront tenus de faire un effort additionnel de réduction.

Les Membres doivent procéder à une réduction du soutien global ayant des

effets de distorsion des échanges, au moins égale à (si non plus importante) la somme des réductions du soutien de la catégorie ambre, la catégorie bleue et de *miminis* (exemptée). Ceci est peut-être plus faible que ce qui était stipulé dans l'avant-dernière révision, à savoir que la réduction globale devait être plus importante, mais rend néanmoins plus difficile pour les pays de simplement reclasser les subventions afin de contourner les engagements de réduction. Toutefois, hormis cette contrainte sur le 'transfert de catégorie', la Déclaration ne contient aucune règle en ce qui concerne les critères de la catégorie bleue.

### Accès aux marchés

Pour ce qui est de l'accès aux marchés, les Membres ont convenu de structurer leurs tarifs en quatre fourchettes de réduction tout en « reconnaissant que nous avons besoin, à présent, d'arriver à une convergence sur les seuils pertinents » pour les pays développés et les pays en développement. Le texte renvoie également à différents types de flexibilités en matière d'accès aux marchés, avec divers degrés de spécificité. Il note qu'il reste aux Membres de convenir de la manière de traiter les produits 'sensibles'. Ceci est un recul par rapport à la version du texte du 17 septembre, qui prévoyait la hausse des contingents tarifaires en conformité avec la flexibilité de l'abaissement tarifaire relatif par rapport à ce qui serait normalement requis par la formule – plusieurs exportateurs de produits agricoles s'étaient plaints de ce que cette version du texte était plus spécifique sur les exceptions aux abaissements tarifaires que sur l'accès aux marchés lui-même.

La Déclaration finale, qui devrait servir de guide pour l'élaboration de 'modalités complètes' éventuelles, permet aux pays en développement de « désigner eux-mêmes un nombre approprié de lignes tarifaires, comme produits spéciaux,

guidés par des indicateurs fondés sur les critères de la sécurité alimentaire, de la garantie des moyens d'existence et du développement rural. » Ils auraient également « recours à un Mécanisme de sauvegarde spéciale » pour protéger les agriculteurs contre une brusque poussée des importations ou un effondrement des prix à l'importation. Les éléments spécifiques du statut de produit spécial et du mécanisme de sauvegarde spéciale sont à déterminer, et « feront partie intégrante des modalités [pour l'agriculture]. »

Les Membres du G-33, partisans des produits spéciaux et du mécanisme de sauvegarde spéciale, ont favorablement accueilli la disposition selon laquelle les produits spéciaux seraient désignés 'par les pays eux-mêmes', car l'Accord Cadre de juillet 2004 ne mentionnait que la 'désignation'. Le texte stipule de plus que cette sélection se fera « sur la base d'indicateurs reposant sur des critères de sécurité alimentaire, de garantie des moyens d'existence et de développement rural. » Ceci reflète des propositions récentes du G-33 qui présentaient des indicateurs éventuels, notamment l'emploi généré par la fabrication d'un produit particulier ou la contribution qu'il apportait à l'alimentation des populations locales. La Déclaration accepte également un prix de déclenchement pour le mécanisme de sauvegarde spéciale, en plus d'un volume de déclenchement moins controversé. Ceci est d'autant plus significatif que nombre de pays en développement ne sont pas en mesure de surveiller de manière effective les quantités importées ; les prix sont beaucoup plus simples à suivre.

Alors que la plupart des officiels africains semblent dégager un bilan positif de la conférence de Hong Kong, les organisations de la société civile africaine prennent le contre leur contrepied. Selon les responsables de Africa Trade Network (ATN), « sans l'agriculture, les intérêts africains ont été ignorés, par exemple les flexibilités spécifiques dont les pays en développement ont besoin, avec des plafonds tarifaires et des consolidations faibles homogènes. La date butoir de 2013 pour l'élimination des subventions à l'exportation perd de sa signification au regard des dommages subis par les agriculteurs africains en raison des

mesures de soutien interne appliquées dans les pays riches. Le soutien interne dans l'UE s'élève à 55 milliards d'euros, alors que les subventions à l'exportation comptent pour 3 milliards d'euros. Les pays riches se sont également aménagé une échappatoire à travers une formulation selon laquelle la date butoir ne sera confirmée qu'à l'achèvement des modalités.

#### **Coton**

En mai 2003, quatre PMA (pays les moins avancés) africains – Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad – avaient lancé l'Initiative sur le coton, qui exigeait l'élimination rapide de l'ensemble des subventions à l'exportation, des tarifs et du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges, pour le coton, ainsi que le versement d'une compensation pour les pertes commerciales subies par les PMA, en attendant l'élimination complète de ces mesures. De telles actions étaient nécessaires et urgentes, car les subventions octroyées par les pays développés avaient déprimé les prix mondiaux au point que les pays africains n'étaient plus en mesure d'exporter leur coton à profit.

En réponse, l'Accord Cadre de juillet 2004 avait donné pour instruction aux Membres de l'OMC de « traiter le coton de manière ambitieuse, rapide et spécifique, dans le cadre des négociations sur l'agriculture » dans le cadre d'un sous-comité, mais les négociations qui avaient suivi n'avaient pas été en mesure de produire des résultats concrets.

Dans la déclaration ministérielle de Hong Kong, les Membres ont réaffirmé leur volonté d'avoir une décision explicite sur le coton dans le cadre des négociations sur l'agriculture et par le biais du Sous-comité. Une telle solution serait sans préjudice des droits et obligations actuelles des Membres dans le cadre de l'OMC, y compris ceux des décisions prises par l'Organe de règlements des différends de l'OMC. Pour ce faire, des décisions ont été prises à trois niveaux.

D'abord, toutes les formes de subventions à l'exportation pour le coton seront éliminées par les pays développés en 2006. Ensuite, les pays développés devront accorder un accès en franchise de droits et sans

contingents aux exportations de coton en provenance des PMA à compter du début de la période de mis en œuvre. Enfin, les Membres se sont accordés sur la nécessité de travailler à réduire les subventions internes à la production de coton qui ont un effet de distorsion des échanges, de manière plus ambitieuse que dans le cadre de toute formule générale qui sera convenue et avec un délai de mise en œuvre plus court que celle qui sera généralement applicable.

C'est dans cette perspective que les pays initiateurs de l'Initiative sectorielle sur le coton ont fait une proposition de mise en œuvre le 16 février dernier (TN/AG/GEN/12) autour de deux points: D'abord que le niveau de réduction de soutien au coton soit trois fois plus élevé que celui des réductions à effectuer par la formule générale qui aura été agréée par la réduction des soutiens internes dans l'agriculture. Un coefficient de correction sera prévu pour le coton par rapport à l'agriculture. Ensuite, que le délai de réduction des soutiens internes accordés au coton soit le tiers du délai à prévoir pour les soutiens internes dans l'agriculture en général. De la même manière, un indice sera prévu pour l'ajustement du délai de réduction des soutiens internes accordés au coton.

Seulement, le courroux des producteurs de coton reste vivace. Ils estiment que la principale menace pour les producteurs de coton africains - le soutien interne dans les pays industrialisés, qui détruit le marché pour des millions de producteurs de coton africains - n'a pas été supprimée. « Selon l'Organisation des producteurs de coton africains, les résultats de Hong Kong étaient si mauvais « qu'il reste tout à faire ». Les producteurs de coton africains se sont rendus à Hong Kong en espérant trouver une solution aux problèmes des subventions injustes ayant des effets de distorsion des échanges dont bénéficient les producteurs américains et européens. « Malheureusement, il n'y a eu aucune proposition concrète sur la demande la plus essentielle, à savoir l'élimination des subventions internes accordées par les pays développés, même si elles représentent près de 90% du total des subventions au coton américaines et près du total des subventions européennes. »

## Accès aux marchés pour les produits non agricoles : HongKong lève quelques écueils et renvoie le reste à Genève

Aux lendemains de HongKong, les pressions dans le cadre des négociations sur l'Accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) se font grandissantes. La "mauvaise impression générale" concernant les résultats, exprimée par son Président, pourrait constituer une sérieuse menace au bon déroulement, sinon à la conclusion des négociations de ce Cycle. L'article fait le point sur l'état des négociations dans ce domaine.

L'AMNA couvre les tarifs sur les produits manufacturés, les pêcheries et les produits miniers et a acquis une place centrale dans l'Accord Cadre de juillet, lorsque les pays en développement se sont farouchement opposés, mais sans succès, à un projet de texte qui appelait à des réductions drastiques. Les pays développés ont exercé de fortes pressions en faveur d'une formule de réduction tarifaire appelée « Formule suisse simple » qui réduit les tarifs élevés davantage que les tarifs faibles. Une démarche qui d'après les observateurs désavantage les pays en développement car leurs tarifs sont généralement plus élevés et est en contradiction directe avec la « réciprocité qui ne soit pas totale » promise à Doha.

Depuis l'accord-cadre de juillet et la décision des membres de relancer les pourparlers sur l'AMNA sur la base de l'annexe B, les négociations n'ont jamais réussi à prendre leur envol. Certains observateurs avertis s'attendaient d'ailleurs à une telle situation dans la mesure où l'annexe B de l'Accord-cadre de juillet était bien moins spécifique que le texte sur l'agriculture par exemple. Les membres y avaient en effet simplement adjoint un nouveau paragraphe qui stipulait que « des négociations additionnelles sont nécessaires pour parvenir à un accord sur les détails spécifiques de certains de ces éléments (initiaux) ». Ces éléments initiaux renvoient à la formule de réduction tarifaire, aux flexibilités à accorder aux pays en développement, au traitement des lignes tarifaires non consolidées, à la participation aux initiatives sectorielles et aux préférences.

Jusqu'en octobre, les membres restaient encore très divisés et incapables de s'entendre sur l'un quelconque de ces éléments. Une situation qui a amené l'ambassadeur Johannesson à reconnaître son incapacité à proposer un projet de déclaration du fait du peu d'éléments consensuels qu'il pouvait considérer. « J'ai une mauvaise impression générale en ce qui concerne l'état actuel des choses dans les négociations NAMA (...) Je ne produis

pas de textes sur des éléments sur lesquels je ne vois pas une certaine convergence. C'est réellement une approche ascendante. Vous devez me donner quelque chose sur quoi travailler, autrement, le processus est voué à l'échec. » avait-il déclaré.

Pour réduire le nombre de sujets à aborder, l'ambassadeur Johannesson avait alors demandé aux membres de se focaliser sur les trois sujets que sont la formule, les flexibilités et les tarifs non consolidés.

### Les pays en développement tentent de parer à l'offensive des pays riches

Durant la conférence ministérielle de Hong Kong, les négociations sur l'AMNA ont engendré la création d'un nouveau groupe appelé « Core group » qui réunit outre l'Inde et l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, l'Egypte, l'Indonésie, les Philippines, la Tunisie, la Namibie et le Venezuela. Ces pays ont cherché à préserver les flexibilités en faveur des pays en développement, tout en freinant les crêtes tarifaires et la progressivité des droits du Nord. Le groupe a réussi à parer aux efforts des pays riches visant à promouvoir une formule suisse simple, et a réussi à faire intégrer un langage plus général (formule suisse avec des coefficients) qui permet de recourir à une formule différente, plus favorable aux pays en développement, telle que celle proposée par le groupe ABI (Argentine, Brésil, Inde).

Le texte répond à deux préoccupations centrales formulées par la plupart des pays en développement, en prévoyant « une réciprocité qui ne soit pas totale dans les engagements de réduction » et en stipulant que la formule permettra de « réduire [...] les tarifs, y compris de réduire ou d'éliminer les crêtes tarifaires, les tarifs élevés et la progressivité des droits, en particulier sur les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement ».

De plus, l'accord « réaffirme l'importance » que revêt le paragraphe 8 du mandat de l'AMNA, énoncé dans l'annexe B du Cadre de juillet comme

« partie intégrante des modalités ». Ce paragraphe prévoit pour les pays en développement des flexibilités telles que l'exemption de réduction d'un petit nombre de lignes tarifaires, ou des abaissements moins importants que ceux exigés par la formule sur un nombre plus élevé de lignes. Il y a, dans les négociations sur l'AMNA, un débat de longue date sur le point de savoir si les pays en développement devraient avoir à renoncer au moins à certaines de ces flexibilités, en échange de coefficients plus élevés qui compenseraient une formule de réduction tarifaire plus flexible.

Les Membres adoptent une « approche fondée sur une majoration non linéaire » pour les lignes tarifaires non consolidées – ils auraient à ajouter un certain nombre de points de pourcentage au taux tarifaire qu'ils appliquent à un produit particulier pour établir le taux de base de la réduction. Le texte ne spécifie pas si ces tarifs majorés seraient soumis à la même formule suisse que les tarifs actuellement consolidés, ou à un autre taux de réduction. Ceci semble donc répondre à une préoccupation d'un certain nombre de pays en développement, concernant le fait que la consolidation des lignes tarifaires constitue en soi une concession et que des réductions tarifaires immédiates ne devraient donc pas être exigées.

La Déclaration ministérielle contient, notamment, un paragraphe qui lie de manière explicite le niveau d'ambition de l'agriculture à celui de l'AMNA, en spécifiant que cette ambition « doit être réalisée d'une manière équilibrée et proportionnée et conformément au principe du traitement spécial et différencié. » Ceci est une revendication de longue date de nombreux pays en développement.

En ce qui concerne des secteurs industriels particuliers (par exemple les textiles et les vêtements, ou les produits halieutiques), le texte introduit des sections sur les initiatives sectorielles qui n'étaient pas mentionnées au auparavant – la participation est non obligatoire.



## Services : après une longue offensive, l'UE et alliés battent en retraite pour sauver HongKong

Si les négociations sur le commerce des services étaient déjà très conversées, avec l'établissement des « *benchmarks* », à HongKong, elles l'étaient davantage – au risque de faire capoter l'ensemble des négociations – notamment par rapport à l'adoption, ou non, de l'Annexe C. Un récapitulatif de la situation suit dans cet article.

Arrivées à HongKong sous le coup d'une grande controverse, les négociations sur les services auraient pu à elles seules constituer la principale cause d'échec de la conférence ministérielle de HongKong si au dernier moment, les membres n'avaient pas édulcoré le langage de l'annexe C jugé inacceptable par la majorité des pays en développement.

Avant la publication du premier draft de la déclaration ministérielle en novembre 2005, l'évolution la plus significative, mais aussi la plus litigieuse, dans les négociations sur les services était venue des fortes pressions exercées par certains pays développés pour établir des engagements d'accès aux marchés minimaux obligatoires appelés « Benchmarks ». Ces initiatives sont justifiées par leurs promoteurs par le fait que les engagements initiaux et révisés offerts par les membres n'étaient pas conformes au niveau d'ambitions attendues et que les modalités de négociation pour la présentation de demandes et d'offres bilatérales n'étaient pas suffisantes pour réaliser la profondeur et la portée des engagements de libéralisation qu'ils souhaitent.

En septembre, lors d'une réunion du Conseil du commerce des services, l'Australie, le Japon, la Corée, la Nouvelle-Zélande, Taiwan et l'UE avaient présenté une série de documents informels dans lesquels ils exposaient l'approche des « Benchmarks » qui établit des niveaux minimaux d'ouverture de services à concurrence des prestataires étrangers. Tous les documents relatifs aux benchmarks avaient appelé à l'établissement de cibles pour l'élargissement de l'accès aux marchés.

Appelant à un « niveau de base commun des engagements » sur le commerce des services, l'UE avait proposé une « approche fondée sur une formule. » Celle-ci comprendrait des cibles quantitatives, par exemple les Membres

étant tenus d'ouvrir un certain nombre de sous-secteurs à la concurrence étrangère, ainsi que des cibles qualitatives, pour s'assurer que les nouveaux engagements sont « significatifs ». La proposition européenne subordonne la portée de l'accès élargi à travers le Mode 4 - le mouvement transfrontières des individus pour la fourniture de services, un des rares domaines des discussions sur les services dans lesquels les pays en développement ont été largement demandeurs - à la suppression des restrictions sur la propriété des sociétés de services par des étrangers, au titre du Mode 3, qui traite de la présence commerciale. De plus, ces benchmarks proposés pour l'accès aux marchés au titre du Mode 4 ne s'appliqueraient qu'aux sous-secteurs des services libéralisés dans le cadre de l'approche des benchmarks.

Comme l'UE, l'Australie avait aussi suggéré que les Membres conviennent d'un chiffre pour le nombre de sous-secteurs dans lesquels ils seront tenus de prendre des engagements. Selon l'Australie, les Membres devraient établir à HongKong un « but clair » obligatoire pour améliorer les offres d'accès aux marchés d'ici la fin du Cycle de Doha. A sa suite, la Corée avait proposé que les Membres s'engagent à adopter un pourcentage déterminé de manière multilatérale pour les sous-secteurs où, jusqu'ici, ils n'ont pas souscrit d'engagement, notamment les sous-secteurs libéralisés de manière autonome. Le processus de présentation de demandes et d'offres servirait à déterminer dans quels secteurs et sous-secteurs les Membres prennent des engagements.

La Nouvelle-Zélande et Taiwan avaient quant à eux proposé des méthodologies pour quantifier la portée des engagements listés des Membres et d'y recourir pour établir des benchmarks en vue d'une libéralisation accrue. Pour la Nouvelle-Zélande, les Membres

devraient s'attribuer des scores sur la base de leur portée sous-sectorielle, sectorielle et modale, avec des pénalités pour les restrictions à l'accès aux marchés et au traitement national. Un score cible servirait alors comme « norme de qualité minimale » pour la libéralisation accrue. L'approche Taiwan mesurait la part des engagements complets et partiels des Membres dans les Modes 1 à 2, pour chacun des sous-secteurs.

De nombreux pays en développement, avec à leur tête l'Argentine, le Brésil, l'Egypte, la Malaisie et les Philippines, s'étaient cependant fortement opposés à cette initiative. Ils ont soutenu que la mise en place de prescriptions minimales obligatoires d'accès aux marchés pour le commerce des services pèserait de manière disproportionnée sur les pays en développement, car les pays industrialisés avaient déjà souscrit à des engagements de libéralisation sur une part beaucoup plus large de leur commerce des services. Un délégué d'un pays en développement avait d'ailleurs laissé entendre que l'initiative n'était rien d'autre qu'une tentative visant à s'assurer un « Cycle gratuit pour les pays développés », du moins en ce qui concerne les services.

Au moment où la polémique sur les Benchmarks agrandissait le fossé déjà large entre les positions des pays développés et ceux des pays en développement, les négociations sur les autres domaines des services connaissaient une évolution irrégulière, si elles n'étaient pas simplement bloquées.

En autres question, les négociations sur une proposition de mécanisme de sauvegarde d'urgence (MSU), qui donnerait aux industries nationales le temps de s'adapter à la concurrence accrue résultant de la libéralisation des échanges, restaient embourbées dans des questions portant sur l'opportunité

(suite à la page 8)

*Services : après une longue offensive,...  
(suite de la page 7)*

ou la faisabilité technique d'un tel mécanisme. Les discussions concernant des disciplines éventuelles sur les subventions dans le commerce des services se heurtaient à la réticence de certains Membres à s'engager pleinement dans l'échange de renseignements, supposé être le fondement de l'élaboration de telles disciplines. Les discussions sur la passation des marchés publics étaient quant à elles bloquées en raison d'un désaccord sur la portée du mandat de négociation, c'est-à-dire sur la question de savoir si les négociations se limitent à l'établissement de règles sur la transparence dans la passation des marchés publics, ou si, comme l'UE le voudrait, elles engloberaient également l'accès aux marchés.

Le seul domaine de l'établissement de règles qui a enregistré des avancées significatives depuis la dernière Conférence ministérielle, ce sont les négociations sur les disciplines pour la réglementation intérieure.

C'est dans un tel contexte que le premier projet de déclaration ministérielle sur les services a été publié.

### **Jugé « non consensuel », le projet de déclaration ministériel est rejeté par les pays en développement**

L'annexe C sur les services était la partie la plus controversée du projet de déclaration présenté aux ministres. Plusieurs pays en développement avaient de fait demandé sa suppression totale, au motif qu'elle n'avait pas été convenue par les Membres. Ils étaient particulièrement mécontents des dispositions de l'annexe relatives aux objectifs modaux qualitatifs et du langage obligatoire qui demande aux Membres d'engager des négociations plurilatérales pour l'accès aux marchés, si la demande leur est adressée. Ils se sont en particulier plaints de la procédure d'élaboration du texte qui n'aurait pas pris en compte les points de vue exprimés par les pays en développement.

En novembre déjà, cinq pays membres de l'ASEAN (Brunei, Indonésie, Thaïlande, Malaisie et Philippines) avaient vivement critiqué le projet de déclaration

ministériel révisé sur les services publié le 24 novembre par le Président du Conseil du commerce des services avançant le fait que leurs observations présentées initialement n'étaient pas reflétées dans le projet. A la suite des pays membres de l'ASEAN, la Jamaïque, la Barbade et le Rwanda au nom du Groupe africain sont aussi montés au créneau pour demander la réécriture du paragraphe sur l'approche plurilatéral dans le but de faire apparaître avec plus de clarté le fait que le processus ne doit pas être obligatoire mais volontaire.

A HongKong l'opposition à l'annexe C a été encore plus visible avec l'offensive du G90, soutenu par l'ASEAN, qui a rédigé et proposé une version alternative de cette annexe. Ainsi, même si la proposition alternative de G90 n'a pas été intégralement reprise pour remplacer l'annexe C, tel que le groupe le souhaitait, la contribution aura sûrement permis d'édulcorer la formulation de l'annexe C telle qu'elle figurait dans le projet de déclaration du 7 décembre.

### **La résistance des pays en développement débouche sur un assouplissement du langage du texte final**

La Déclaration ministérielle finale affaiblit le langage obligatoire et prescriptif de la version initiale de l'annexe C. Le paragraphe 7 tant contesté de l'annexe, portant sur le processus de demandes et d'offres plurilatérales, a été révisé pour spécifier de manière explicite que la prise en compte obligatoire des demandes collectives se ferait dans le contexte du paragraphe 2 de l'article XIX de l'AGCS, qui stipule que la libéralisation du commerce des services devrait respecter le niveau de développement des pays. Ainsi, les Membres auxquels des demandes collectives auront été adressées les « examineront, conformément aux paragraphes 2 et 4 de l'article XIX de l'AGCS. » Cette modification a été estimée nécessaire pour prendre en compte les préoccupations du G-90 et de certains pays de l'ASEAN (Association of Southeast Asian Nations), même si le chapeau d'introduction du paragraphe 7 de l'annexe spécifie que les négociations plurilatérales se dérouleront en

conformité avec les principes énoncés dans l'AGCS.

Les Membres ont de plus convenu que les demandes plurilatérales devraient être présentées d'ici le 28 février 2006 ou dès que possible après cette date. De plus, la seconde série d'offres révisées sera présentée d'ici le 31 juillet 2006. Les listes finales préliminaires d'engagements doivent être présentées d'ici le 31 octobre 2006.

De nombreux pays développés Membres tels que le Japon et l'UE se sont dits déçus de l'affaiblissement du texte sur les services, mais sont néanmoins prêts à l'accepter pour faire redémarrer les négociations sur les services. L'Inde, aussi, a semblé déçue, en laissant entendre que le texte édulcoré fournissait aux États-Unis l'excuse de déclarer ne plus être en mesure d'offrir quoi que ce soit de significatif sur le mode 4 (qui couvre le mouvement transfrontières des travailleurs pour la fourniture de services).

Selon un analyste du commerce, les pays développés ont peut-être cessé de considérer le paragraphe 7 comme un outil pour promouvoir leurs intérêts offensifs. Ils ont plutôt choisi de se fonder sur le fait que les négociations plurilatérales sont sanctionnées par les Lignes directrices et les procédures pour les négociations sur le commerce des services pour justifier la présentation collective de demandes de négociations plurilatérales, début 2006, indépendamment de ce qu'il pourrait advenir du paragraphe 7. Il est paradoxal que le renvoi aux approches plurilatérales dans les Lignes directrices ait été utilisé par certains pays en développement pour faire valoir que le paragraphe 7 était inutile. Dans ce scénario, le paragraphe 7 sert plutôt aux pays en développement à affirmer leur droits et leurs intérêts en matière de procédures durant les négociations plurilatérales.

Un certain nombre de délégués de pays en développement ont pendant ce temps, observé que les calendriers fixés pour la présentation de demandes plurilatérales, d'offres révisées et de projets de listes finales testeraient de manière définitive leur capacité à répondre à ces demandes dans les délais prescrits.



## Les résultats de Hongkong : Une évaluation à partir de la perspective des PMA

*Dr Fahmida Khatun\**

La Conférence ministérielle de Hongkong s'est achevée au milieu de réactions mitigées, car les résultats de la réunion ne pouvaient satisfaire toutes les parties de manière égale. Elle a été qualifiée d'échec par plusieurs groupes qui la jugeaient par rapport aux objectifs de développement du Cycle de Doha. Certains, par ailleurs, ont tenté de la considérer en adoptant une attitude plus positive et y ont décelé des lueurs d'espoir. Les PMA ne se sont pas franchement réjouis des résultats de la Conférence de HongKong. Ces ont été déçus sur nombre de questions et semblent avoir été perdants sur un certain nombre de questions fondamentales par rapport aux pays développés. Cet article analyse brièvement les résultats de la Réunion de HongKong à partir d'une perspective des PMA, dans quatre domaines : l'agriculture, l'AMNA, les services et les questions de développement.

Après une semaine d'après négociations, durant la Conférence ministérielle de Hong Kong, en décembre dernier, les résultats ne satisfont pas tous les pays et/ou groupes de pays Membres. A l'analyse de la Déclaration issue de la conférence, les Pays les moins avancés (PMA) semblent avoir été lésés. C'est à partir d'une perspective des PMA que l'auteur analyse les principaux résultats dans quatre domaines : l'agriculture, l'AMNA, les services et les questions de développement.

La Conférence ministérielle de Hongkong s'est achevée au milieu de réactions mitigées, car les résultats de la réunion ne pouvaient satisfaire toutes les parties de manière égale. Elle a été qualifiée d'échec par plusieurs groupes qui la jugeaient par rapport aux objectifs de développement du Cycle de Doha. Certains, par ailleurs, ont tenté de la considérer en adoptant une attitude plus positive et y ont décelé des lueurs d'espoir. Les PMA ne se sont pas franchement réjouis des résultats de la Conférence de HongKong. Ces pays ont été déçus sur nombre de questions et semblent avoir été perdants sur des questions fondamentales par rapport aux pays développés. Cet article analyse brièvement les résultats de la Réunion de HongKong à partir d'une perspective des PMA, dans quatre domaines : l'agriculture, l'AMNA, les services et les questions de développement.

**Agriculture :** La Déclaration de HongKong réaffirme que les PMA sont exemptés des réductions tarifaires sur

les produits agricoles. Toutefois, des pressions seront exercées sur les PMA, dans les années à venir, pour les amener à souscrire au moins à quelques engagements de manière volontaire. Les ministres du commerce ont pris des décisions sur les subventions à l'exportation, le soutien interne, le coton et l'aide alimentaire. Celles-ci ont des incidences importantes pour les PMA. Bien que de nombreux pays aient exigé la fixation d'une date butoir de 2010 pour l'élimination des subventions à l'exportation, la date de 2013 avancée par l'UE a été convenue. Bien que la part des subventions à l'exportation ne soit que de 3,6% du soutien global apporté à l'agriculture par l'UE, cette décision est considérée comme une mesure positive qui a bénéficié de l'appui de la plupart des pays en développement.

Ceci est, toutefois, une source de préoccupation pour les pays importateurs nets de produits alimentaires, car ces pays prévoient une hausse de leur facture d'importation de produits alimentaires. L'incidence des subventions américaines au coton sur les producteurs de coton africains avait été une question litigieuse majeure lors de la Conférence ministérielle de Cancun. Après un dur marchandage et un différend à l'OMC sur les subventions au coton intenté par le Brésil, qui a été tranché au détriment des États-Unis, l'approche de la question du coton a évolué à HongKong.

Il a été décidé que toutes les formes de subventions au coton seraient éliminées par les pays développés en 2006. Une décision a également été prise concernant l'engagement de

réduire d'autres subventions ayant des effets de distorsion des échanges de manière plus rapide et plus ambitieuse pour le coton que pour d'autres récoltes. Les subventions à l'exportation ne constituent qu'une petite partie des mesures ayant des effets de distorsion des échanges. De nombreux pays africains et pays en développement ont insisté sur le fait que l'accord sur le coton n'était pas complet, car aucune décision spécifique n'a été prise sur les subventions internes ayant des effets de distorsion des échanges, qui constituent 80 à 90% de soutien total au coton octroyé par les États-Unis. Ceci un problème grave pour les producteurs de coton de ces pays. L'aide alimentaire a été une autre question difficile sur laquelle l'UE et les États-Unis ont affiché de larges divergences. Le dumping de l'aide alimentaire en situation autre que d'urgence sape la production agricole locale et constitue une forme déguisée de subvention à l'exportation qui peut fausser les marchés globaux. Il a toutefois été soutenu qu'en imposant des contraintes sur l'aide alimentaire, on pourrait priver d'aide les populations affamées. Ceux qui ont appelé à des disciplines sur l'aide alimentaire ont soutenu que l'aide d'urgence devrait être exemptée. La question de l'aide alimentaire a enregistré très peu de progrès. Il a toutefois été convenu qu'il y aurait des travaux en vue de l'élaboration de nouvelles disciplines, afin d'empêcher l'abus de l'aide alimentaire et d'exempter l'aide alimentaire d'urgence véritable. Il est important que les PMA et les pays importateurs d'aide alimentaire suivent les disciplines sur l'aide alimentaire.

\* Senior Research Fellow  
Centre for Policy Dialogue (CPD), Bangladesh

*Les résultats de HongKong...  
(suite de la page 9)*

**AMNA :** Bien que les PMA soient exemptés des réductions tarifaires sur les produits industriels, on s'attend à ce que toute réduction des tarifs au titre de la nation la plus favorisée par les pays développés et les pays en développement entraîne une érosion des préférences pour de nombreux PMA. Ces pays subissent des pressions visant à leur faire prendre certains engagements en termes de consolidation d'un pourcentage important de leurs tarifs sur les biens industriels. L'adoption d'une formule de réduction tarifaire est cruciale pour les PMA. Les pays développés sont en faveur d'une « Formule suisse » qui abaisse les tarifs élevés davantage que les bas tarifs. Les pays en développement y sont opposés, car leurs tarifs sont généralement plus élevés. Une telle formule pourrait entraîner des réductions plus importantes de leurs tarifs. Un groupe de neuf pays, constitué de l'Inde, l'Afrique du sud, le Brésil, l'Argentine, l'Égypte, l'Indonésie, les Philippines, la Namibie et le Venezuela, a proposé une formule qui conserverait des flexibilités pour les pays en développement, tout en prenant en compte les crêtes tarifaires et la progressivité des droits dans les pays développés. La formule de réduction tarifaire est importante pour les PMA, en vue de l'élargissement de leur accès aux marchés. La décision de fournir un accès aux marchés pour 97% des produits peut aboutir à l'exclusion de nombre d'articles importants qui intéressent les PMA du point de vue des exportations, tels que les textiles et les vêtements du Bangladesh, ou le riz du Cambodge.

**Services :** La question des modalités pour le traitement spécial en faveur des PMA, adoptées le 3 septembre 2003, a été de nouveau accentuée. La Déclaration de HongKong a appelé à garantir la mise en œuvre totale et effective des modalités pour les PMA en vue de leur intégration véritable et fructueuse dans le système commercial multilatéral, et à accorder la priorité aux modes de fourniture qui présentent un intérêt pour les PMA. Toutefois, les avantages que les PMA peuvent tirer de cela sont peut-être limités, car ces pays exportent essentiellement des travailleurs moins qualifiés, alors que la

Déclaration de HongKong fait mention de nouveaux engagements améliorés sur les catégories de fournisseurs de services contractuels, de professionnels indépendants et autres, et sur les catégories de transferts entre sociétés d'un même groupe et de visiteurs d'affaires, au titre du mode 4. Bien que la méthode de négociation soit l'approche de présentation bilatérale d'offres et de demandes, les pays sont tenus de prendre en considération les demandes qui leur sont faites de prendre part à des négociations plurilatérales. Ces demandes plurilatérales doivent être soumises d'ici le 28 février 2006 ou « dès que possible, après cette date ». Une seconde série d'offres révisées doit être soumise d'ici le 31 juillet 2006. Ceci implique que les PMA ont à beaucoup travailler pour examiner la demande, faire des consultations et évaluer l'incidence potentielle de la libéralisation dans différents secteurs, au cours des quelques prochains mois.

**Questions de développement :** L'accès en franchise de droits et sans contingents était une des questions les plus importantes pour les PMA. Ceci avait été proposé lors de la Réunion ministérielle de Doha, en 2001, les ministres ayant convenu d'œuvrer en vue de la réalisation de cet objectif. L'Ensemble de résultats de juillet 2004 a de nouveau mis l'accent sur la question. Les pays développés se sont toutefois opposés à la consolidation de tout accès en franchise de droits et sans contingents de manière à garantir la certitude et la prévisibilité, et pour tous les produits exigés par les PMA. Certains pays développés ont également débattu de la possibilité de l'octroi de l'accès en franchise de droits et sans contingents par les pays en développement en mesure de le faire. A HongKong, les Membres ont convenu que l'accès en franchise de droits et sans contingents sera assuré à tous les PMA, pour tous leurs produits, d'ici 2008, d'une manière durable, qui garantit la stabilité, la sécurité et la prévisibilité. Il a toutefois également été convenu que les Membres qui ont des difficultés à le faire fourniront, dans la première étape, l'accès en franchise de droits et sans contingents pour au moins 97% des produits. Bien que ceci soit décevant pour plusieurs PMA, comme on l'a indiqué auparavant, les PMA continuent

de faire pression en vue d'une couverture totale, durant la session du Conseil général qui, tous les ans, examinera les mesures prises par les pays développés et les pays en développement.

L'initiative sur l'aide pour le commerce a été chargée de constituer une force spéciale destinée à renforcer la capacité d'offre des pays pauvres afin qu'ils puissent maximiser les avantages découlant du système commercial multilatéral. Cette aide pour le commerce n'est pas limitée aux seuls PMA, mais cible également d'autres pays en développement.

Les PMA doivent s'efforcer de mettre à profit de tels fonds. Des préoccupations ont été formulées concernant l'aide pour le commerce sur un certain nombre de points. En premier lieu, on ne voit pas clairement s'il s'agira d'un nouveau fonds additionnel ou si ces fonds seront détournés d'autres engagements et s'ils seront soumis à un compte double ou triple. En second lieu, du fait que le FMI et la Banque mondiale peuvent se voir attribuer le rôle principal pour la gestion du fonds, il est à craindre que le débours ne soit soumis à leurs conditionnalités. En troisième lieu, du fait que les fonds concernent également les pays en développement, on ne voit pas clairement quels montants seront effectivement alloués aux PMA.

Pour conclure, les résultats de HongKong ont été un compromis en faveur des pays développés et se sont éloignés du thème 'Cycle du développement' initié lors de la Conférence ministérielle de Doha. Les optimistes exhorteront certes à rechercher le potentiel entre les lignes de la Déclaration de HongKong, mais l'expérience montre également combien il est difficile pour les PMA de réaliser ce potentiel dans un monde déséquilibré. Afin de concrétiser l'esprit du Cycle du développement de Doha, les PMA ont leur propre travail à faire afin de rehausser des capacités nationales pour saisir les complexités du système commercial multilatéral, de réviser les stratégies d'exportation, de diversifier le panier des exportations et de renforcer la stratégie de négociation. Ils doivent, dans le même temps, œuvrer à mobiliser un soutien politique plus large à leur cause de la part de la communauté internationale.

## La 6<sup>ème</sup> Conférence ministérielle et les pays en développement

*Son Excellence Love Mtesa\**

Parmi autant de réactions exprimées quant aux résultats issus de la semaine de négociations à Hong Kong, figurent, ci-après, celles d'un haut représentant du Groupe des Pays les moins avancés (PMA). Celui-ci passe en revue les concessions faites aux PMA en mentionnant également quelques aspects positifs et négatifs de la Déclaration ministérielle de Hong Kong.

Après l'échec des discussions de la Conférence ministérielle de Cancun, suivi d'une série de délais non respectés, de consultations retardées qui non seulement ont coûté du temps à la plupart des pays mais ont également détourné des ressources à la fois humaines et financières d'autres domaines de développement pour les réorienter vers le commerce, il n'est pas surprenant que les résultats de la Conférence ministérielle de Hong Kong aient reçu un accueil mitigé. Alors que le Cycle de Doha avait été qualifié de « Round du développement », avec une focalisation sur un ensemble du développement qui place les intérêts commerciaux des pays en développement au-dessus de ceux des pays développés, les résultats de la Conférence ministérielle en termes de produits concrets déçoivent les attentes moyennes de la plupart des bénéficiaires. La plupart des décisions difficiles ont été repoussées à avril 2006, pour être soumises à un autre processus de discussions.

En dépit de la promesse constante « d'ensemble du développement », un vœu pieux de l'Union européenne, des États-Unis et d'autres, les pays les moins avancés (PMA) ont dû se contenter de résultats en-dessous de leurs attentes, comme le montrent les éléments suivants :

Concernant la propriété intellectuelle touchant au commerce, en dépit de l'octroi de la prorogation pour la mise en œuvre des dispositions de l'Accord sur les ADPIC, la décision prise concernant un délai de 7 ans et demi, par rapport aux 15 ans demandés par le Groupe PMA, reflète les difficultés rencontrées pour arracher des concessions commerciales significatives. Quand l'on considère l'arriéré de travaux que les pays doivent entreprendre dans ce domaine, on se rend compte qu'ils sont tenus de réaliser

davantage de progrès dans des délais plus brefs. Seuls les pays en question peuvent dire dans quelle mesure cette attente est réalisable.

Pour ce qui est des questions de développement, en particulier la principale exigence des PMA concernant l'accès en franchise de droits et sans contingents pour tous les produits de tous les pays, le pourcentage de 97% de produits visés octroyé peut être utilisé par les pays développés comme clause de sauvegarde leur permettant de continuer à protéger les soi-disant « produits sensibles » qui intéressent les PMA de point de vue des exportations, tels que les textiles, les vêtements, le riz, le sucre et les produits en cuir. Le test réel, dans ce cas, ce sont les modalités détaillées qu'il reste à développer et également les produits effectifs qui constitueront les 3% en dehors des produits ciblés.

Pour ce qui est des services et de l'annexe C de la Déclaration ministérielle qui énonce les nouvelles approches et le délai pour les négociations sur le commerce des services, la situation n'est guère différente. Bien qu'un certain nombre d'intérêts et de propositions émanant du groupe aient bénéficié d'une attention favorable, la nouvelle approche plurilatérale de présentation de demandes et d'offres a été retenue dans le texte, sans qu'il soit tenu compte des craintes formulées par nombre de pays en développement. Le caractère obligatoire du langage constitue un risque potentiel d'érosion des flexibilités prévues dans l'Accord général sur le commerce des services, qui permettent aux pays en développement de choisir de libéraliser peu de secteurs, en conformité avec leurs besoins et priorités en matière de développement. Il est également à craindre que cette nouvelle approche ne remplace à terme l'approche bilatérale de présentation de demandes et d'offres qui a été plus accessible pour les pays en développement.

Concernant les négociations au titre de l'agriculture, alors que les pays en développement accueillent favorablement l'introduction d'un mécanisme de sauvegarde spéciale à leur intention et la flexibilité de désigner eux-mêmes un nombre approprié de lignes tarifaires, des décisions sur des questions cruciales restent des engagements futurs. Ainsi, les modalités sur l'agriculture ne seront présentées qu'en avril 2006, alors que la date d'élimination pour toutes les formes de subventions à l'exportation a été fixée à 2013.

Les pays en développement souhaitent une date plus rapprochée pour l'élimination des subventions à l'exportation. En conséquence, le report de cette décision bloque les avantages immédiats d'un Round du développement dont la plupart des pays auraient pu bénéficier. De plus, les subventions à l'exportation sont une partie relativement mineure du soutien agricole qui entraîne le dumping et le fait est que les subventions à l'exportation européennes sont en baisse depuis des années et, dans tous les cas, auraient été largement éliminées d'ici 2013. Il est toutefois essentiel de surveiller de près le processus pour éviter des tentatives visant à une concentration en fin de période au cours de la mise en œuvre.

De même, dans le cas du coton, il faut noter qu'en dépit de l'engagement d'adopter sur le coton une décision rapide visant à rehausser la productivité et l'efficacité, la question de la prise en compte du coton préalablement à l'achèvement des négociations sur l'agriculture reste non résolue. Ceci est un défi auquel les producteurs de coton devraient s'atteler pour tirer le maximum d'avantages de ce processus.

Pour l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA), l'adoption d'une formule suisse non linéaire avec des coefficients multiples comme base pour la réduction des tarifs

*(suite à la page 22)*

\* Ambassadeur de Zambie à l'OMC.



## Hong-Kong : les pays du C4 exemplaires dans le dossier du coton

par Nicolas IMBODEN\*

Les cycles de négociation commerciaux sont basés sur une logique mercantiliste. Ainsi, une concession accordée doit obligatoirement être compensée par une concession reçue. La logique du donnant – donnant prévaut.

Malgré cela, le Cycle de l'Uruguay – 1986 à 1994 – a permis une certaine libéralisation du commerce. Cependant, de nombreuses mesures protectionnistes ont été conservées dans l'accord final. Il est reconnu que ce Cycle a été favorable particulièrement aux pays développés, souvent au détriment des pays en développement.

Lors du lancement du nouveau Cycle de négociations en 2001 à Doha, les pays en développement et la société civile ont exigé que les réalités des pays en développement soient désormais prises en compte. Les négociations ne pouvaient plus n'être qu'un arrangement entre les « Grands » sans tenir compte des intérêts des pays moins favorisés. Dans le contexte des événements du 11 septembre 2001, les pays développés n'ont eu d'autres choix que de prendre cette revendication au sérieux afin de montrer un front uni de la communauté internationale face aux menaces terroristes.

Ainsi, le nouveau Cycle de négociations fut officiellement baptisé Cycle de développement de Doha. L'appellation est noble et a suscité l'espoir d'un rééquilibrage des forces et des discussions au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Les pays développés avaient désormais une opportunité de réellement intégrer les pays en développement dans les négociations internationales commerciales et donc dans l'économie mondiale. Ils pouvaient montrer qu'ils prennent réellement en compte les intérêts de chacun y compris des plus pauvres. La réalité malheureusement est tout autre.

La Conférence ministérielle de Hong-Kong de décembre 2005 a représenté l'une des dernières étapes importantes avant la conclusion de ce Cycle. En effet, si l'on se réfère à l'opinion générale, la fin de l'année 2006 constitue la limite pour conclure les

négociations en cours, à cause de l'expiration du « fast-track » accordé au Président des Etats-Unis pour conduire les négociations commerciales internationales.

Dans ce contexte, les débats menés dans l'ancienne colonie britannique sont révélateurs. En effet, la manière de négocier des différentes parties et les résultats de la Conférence nous donne des indications claires quant à la teneur réelle du Cycle de développement de Doha. Les pays développés sont restés dans l'approche de jeu à somme nulle favorisée dans les cycles de négociation antérieurs. Ils n'ont jamais démontré de volonté réelle de rentrer dans des discussions où les intérêts et les enjeux des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA) étaient réellement considérés.

Bien entendu, les pays développés ont masqué leur timidité dans la libéralisation de leur commerce en faveur des pays en développement par de belles paroles et promesses. Avant Hong-Kong, paquet développement et aide étaient sur toutes les lèvres. En réalité, les discussions entre pays industrialisés et pays du Sud ont été âpres. Pire, elles ont accouché d'une souris pour les plus défavorisés dont les intérêts sont pourtant censés se trouver au centre de ce Cycle.

En effet, les PMA n'ont obtenu que de très maigres avancées. Par exemple, un accès aux marchés en franchise de droit et sans contingent leur a été accordé, mais à hauteur de 97% seulement ce qui permet aux pays industrialisés de protéger leurs produits les plus sensibles.

Ce manque d'engagement des pays développés en faveur du Cycle de développement de Doha s'illustre aussi parfaitement dans le cas du dossier coton.

Unis ou l'UE, qui subventionnent leurs producteurs de coton, ce produit n'est pas stratégique et ne représente qu'une part microscopique de leur économie. Par contre, pour le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad, co-auteurs de l'initiative sectorielle en faveur du coton ou C-4, cette culture est vitale puisqu'elle représente jusqu'à 30% des recettes d'exportation. En Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC), plus de 10 millions de producteurs dépendent de ce produit.

Ainsi, sûrs de leur bon droit, les pays du C-4 ont déposé, en avril 2003, une soumission auprès de l'OMC requérant notamment l'élimination de toute forme de subventions sur le coton ayant des effets de distorsion ces échanges. Cette initiative semblait représenter une opportunité facile pour les pays développés de démontrer d'une part leur attachement aux principes de libéralisation du commerce de l'OMC et d'autre part une réelle prise au sérieux des pays du Sud dans les discussions commerciales internationales. Au fil des mois, le dossier coton est d'ailleurs devenu le symbole d'un véritable Cycle de développement.

En juillet 2004, les membres de l'OMC se sont entendus sur un accord-cadre pour la poursuite des négociations. Le coton y figurait en bonne place et son traitement devait être poursuivi de manière « ambitieuse, rapide et spécifique ». Ces trois termes ont suscité l'espoir d'une vraie prise en compte des intérêts de certains des pays les plus pauvres du monde. Les instruments pour véritablement régler cette question étaient présents et Hong-Kong semblait représenter le rendez-vous idéal pour mettre en œuvre la décision de juillet 2004. Ceci d'autant plus que la situation dans les pays producteurs de coton de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC) devenait de plus en plus difficile.

Pendant la période précédant Hong-Kong, les Etats-Unis ont lancé une véritable opération de charme auprès du

\* Directeur Exécutif de Ideas Centre, Genève

En effet, le coton représente moins de 1% du commerce mondial. Pour les Etats-

C-4. Ils ont troqué leur arrogance de Cancun – où ils ne sont pas du tout entrés en matière sur les demandes de l'initiative coton – contre des visites sur le terrain et des téléphones quasi-quotidiens aux Ministres.

Les Etats-Unis se sont rendu compte de l'importance d'une solution favorable à ce dossier pour favoriser un succès du Cycle de négociations en cours. Ils ont donc mis les moyens nécessaires pour faire pression, avec une attitude ouverte et positive, sur le C-4.

Cependant, prenant conscience des limites de cette stratégie de charme – les pays africains restant prudents – les Etats-Unis sont passés à l'offensive lors de la session plénière de l'OMC consacrée au coton du 14 décembre 2005. Derniers à intervenir, malgré l'agenda, ils ont mis en doute l'effet des subventions sur le prix international du coton. Ils ont avancé ces arguments en se référant aux chiffres les plus bas de la palette d'études présentée par la FAO<sup>1</sup>. Selon les chiffres choisis par les Etats-Unis, l'impact des subventions sur le prix ne s'élèverait qu'à 3%. En réalité, les différentes études citées par la FAO démontrent un effet sur les prix qui varient de 3 à 30%.

L'information sélective constitue une arme redoutable et, dans ce cas, aurait pu s'avérer extrêmement dommageable. C'est pourquoi les pays africains se sont empressés de rectifier le tir lors d'une réunion bilatérale le lendemain entre les Etats-Unis et les PMA. Le USTR Portman a d'ailleurs été obligé de

s'excuser devant l'assemblée à ce propos. Malheureusement, les Etats-Unis, malgré ce rappel à l'ordre et les excuses de leur négociateur en chef, ont continué à utiliser ces chiffres dans leurs communications ultérieures.

Cette stratégie d'information sélective est d'autant plus inacceptable qu'elle remet en cause directement la décision de l'Organe de règlement des Différends (ORD) entre le Brésil et les Etats-Unis sur les subventions au coton. En effet, celui-ci a conclu que les subventions incriminées ont des effets importants de distorsion sur le marché international du coton et créent des dommages aux Membres de l'OMC. C'est pourquoi, l'Organe d'appel a requis que ces subventions soient éliminées ou modifiées pour qu'elles soient conformes aux engagements américains pris lors du Cycle de l'Uruguay. Les Etats-Unis sont donc en train de mettre en doute une décision de l'ORD de l'OMC pour arriver à leurs fins. Une telle politique met en danger la raison d'être des institutions multilatérales.

D'autre part, lors de la même session plénière, les Etats-Unis ont remis en cause la compétitivité du secteur cotonnier dans les pays de l'AOC. Premièrement, cette attaque contredit différentes études, notamment de la Banque Mondiale, qui ont souligné la compétitivité de ces pays. Mais au-delà de la guerre des chiffres, cet argument est tout simplement hors sujet. Personne ne pose la question de la compétitivité des Etats-Unis lorsqu'ils défendent l'accès aux marchés généralisé. Les questions de compétitivité – donc internes – ne concernent ni l'OMC, ni les Etats-Unis.

A Hong-Kong même, les Etats-Unis ont mis une pression énorme sur le C-4. Ils se sont invités à un panel sur le coton organisé par et pour la société civile en premier lieu<sup>2</sup>. Leur objectif était clair : montrer leur bonne volonté quant au dossier coton par une opération de relations publiques et asséner leur point de vue. D'autre part, les réunions bilatérales entre les Etats-Unis et le C-4 se sont multipliées. La position des Etats-Unis s'est avérée constante : l'accès aux marchés pour le coton et l'élimination des subventions à l'exportation étaient plus ou moins acquis. Quant au soutien interne, les

Etats-Unis ont toujours défendu que leur proposition ambitieuse dans l'agriculture en général répondait automatiquement au mandat de juillet 2004 de traiter le coton de manière ambitieuse. Même si le caractère ambitieux du mandat était rempli, ce qui n'est pas prouvé, cet argument n'est pas soutenable puisque le mandat de juillet 2004 requiert de traiter le dossier coton, non seulement de manière ambitieuse, mais également de façon spécifique et rapide, conditions qui ne sont pas remplies ici.

D'autre part, selon les Etats-Unis, l'UE représente l'obstacle à une solution pour le coton parce qu'elle bloque une avancée dans les négociations agricoles en restant figée sur sa proposition dans l'agriculture, considérée comme trop maigre. Fins stratèges, ils ont utilisé ce raisonnement dans leurs discussions avec le C-4 mettant en avant qu'ils sont prêts à remplir les conditions de leur côté si les Européens font de réels efforts à leur niveau. Ils ont d'ailleurs demandé – sans succès – au C-4 de soutenir cette position contre l'UE. Cette démarche symbolise parfaitement la guerre de négociation entre les deux Grands qui se joue en filigrane. Les intérêts des petits acteurs ne représentent que des pions sur l'échiquier. Et s'ils ne sont pas utiles ou dérangeant, il s'agit de s'en débarrasser au plus vite, qu'importe les moyens.

Quant à l'UE, son comportement pendant Hong-Kong a illustré le problème de la cohérence des pays développés entre leur politique commerciale et celle de développement. A Hong-Kong, l'UE a montré un véritable intérêt dans la question et dans la recherche d'une solution à travers la participation de Ministres européens de la Coopération à un panel ministériel sur le coton<sup>3</sup>. Leur contribution au dossier a été favorable, constructive et utile. Malheureusement, dans les négociations, la logique mercantiliste l'a emporté. En effet, l'UE se trouvait dans une solution relativement confortable à Hong-Kong par rapport au coton, grâce au découplage partiel de ses subventions sur ce produit entrepris dans le cadre de la réforme de sa Politique Agricole Commune. Cependant, même si elle a exprimé son soutien au dossier, elle ne s'est jamais réellement investie dans les discussions sur le coton avec

<sup>1</sup> Cf. FAO Trade Policy Briefs on issues related to the WTO negotiations on agriculture, No. 1. Cotton: impact of support policies on developing countries – why do the numbers vary?, p.2

<sup>2</sup> Ce panel ou « cotton day » a été organisé en marge de la Conférence ministérielle de Hong-Kong le 12 décembre 2005 par ICTSD, en collaboration avec Enda Tiers Monde, l'Association Africaine de Coton (ACA), l'Association de producteurs de coton africains (APROCA), OXFAM International et la mission Permanente du Bénin à Genève.

<sup>3</sup> Ce panel, organisé par IDEAS Centre à Hong-Kong le 14 décembre 2005, était composé des Ministres du Commerce du C-4 et de 4 Ministres européens de la Coopération.

## Hong Kong : Le Cycle du développement vidé de son contenu ?\*

Par Achille BASSILEKIN\*\*

Les Ministres du commerce, en adoptant à Doha en Novembre 2001 la Déclaration sanctionnant la Quatrième Conférence Ministérielle de l'OMC, s'engageaient à mettre les besoins et intérêts des pays en développement au centre du programme de travail du Cycle naissant. Le commerce était désormais érigé en instrument de réduction de la pauvreté, pour une institution dont la majorité des membres sont des pays en développement qui s'étaient résolus en Septembre 2000 à New York, lors du sommet du Millénaire de l'Organisation des Nations Unies, à réduire la pauvreté de moitié à l'horizon 2015. Cependant s'assurer une part conséquente des bénéfices générés par le système commercial international dépendait pour l'essentiel du fait que l'OMC confère aux pays en développement une marge de manœuvre effective notamment à travers un meilleur accès aux marchés, des règles du jeu plus équilibrées, des programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités commerciales bien ciblés, disposant de financements accrus et durables.

A la lumière de la dernière Conférence Ministérielle de Hong Kong, certaines avancées ont été enregistrées permettant au Directeur Général d'affirmer, lors de la conférence de presse de clôture, que le Cycle de Doha était parvenu à 60% de son parcours. A ce stade, n'est-il pas indiqué de se retourner pour évaluer le chemin parcouru et confronter ainsi les sentiments mitigés de la majorité des représentants des pays en développement au soir du 18 Décembre 2005. Comment expliquer ce désenchantement graduel quant aux immenses espoirs placés sur ce « cycle du développement » ? Les pays en développement ont-ils encore quelque chose à attendre de ce cycle ? Il nous apparaît que malgré la consistance de leurs attentes légitimes, les priorités de ce cycle ont été détournées au profit des

pays développés qui accordent une importance marginale aux questions de développement.

### **I. Les attentes légitimes des pays en développement dans le cadre d'un cycle de développement**

Dès le début du Cycle de Doha, les négociateurs des pays en développement ont défini les contours de leurs attentes afin que les résultats des négociations s'approprient l'étiquette du développement. Les contributions les plus récentes à ce sujet nous sont fournies par une soumission collective de plusieurs pays en développement dans le cadre de la session ordinaire du Comité du Commerce et du Développement de l'OMC du 25 Novembre 2005 et la Déclaration sanctionnant la réunion des Ministres du G90 (ACP, Union Africaine et PMA) tenue à Bruxelles le 1<sup>er</sup> Décembre 2005. Il ressort de l'ensemble des contributions formulées à ce jour que placer le développement au centre du Cycle devrait être entendu à travers plusieurs dimensions intégrées. Ce faisant, le développement n'est pas tout juste un appendice pour l'économie globale, mais un *stimulus* pour une croissance économique globale soutenue dont la clé réside dans la libération du potentiel de croissance des pays en développement. Pour y parvenir, ceux-ci doivent accélérer leur industrialisation dans les secteurs où ils jouissent des avantages comparatifs. L'objectif stratégique des négociations serait donc pour les pays développés d'accepter un ajustement structurel qui réduirait un large éventail de mesures protectionnistes et de soutien dans les secteurs les moins efficaces de leurs économies. Un tel ajustement relancerait l'investissement dans le secteur agricole des pays en développement, stimulerait l'industrialisation, le commerce et le développement et donnerait un nouvel élan à la croissance économique globale.

Pour les Ministres du G90, le succès des négociations du cycle de Doha sera fonction des résultats qui seraient réalisés sur les questions de développement et les questions

transversales revêtant une importance capitale pour les pays en développement. Une dimension « développement » significative du cycle de Doha devrait viser en priorité un meilleur accès aux marchés pour les produits dont l'exportation présente un intérêt pour lesdits pays ; des obligations qui correspondent à leurs niveaux de développement ; et enfin, une assistance financière et technique accrue pour les aider à faire face aux coûts d'ajustement et améliorer leur niveau de compétitivité. Pour réaliser ces résultats globaux, il convient de matérialiser dans différents secteurs de négociation plusieurs de leurs demandes spécifiques afin que le package global pour le développement prenne corps. A cet effet :

S'agissant de ***l'Agriculture***, un cycle du développement requiert la suppression des mesures de distorsion qui faussent les échanges et inhibent la croissance des exportations des pays en développement. Les distorsions structurelles les plus graves faussant les échanges dans le système commercial international trouvent leur champ de prédilection dans l'Agriculture à travers la combinaison des tarifs élevés, des mesures de soutien internes qui ont un effet de distorsion sur le commerce et des subventions à l'exportation qui protègent les agriculteurs dans les pays développés. Il convient de rappeler que l'Accord sur l'Agriculture issu du cycle de l'Uruguay a généré un accès aux marchés limité mais n'a cependant pas réussi à obtenir que les principaux bailleurs de subventions, notamment les Etats-Unis, l'Union Européenne et les autres pays de l'OCDE réduisent leurs niveaux élevés de subventions agricoles. L'abolition de toutes ces mesures anti-développement se trouve au cœur de l'agenda de Doha pour le développement et représente la contribution la plus attendue des pays développés dans le cycle en cours.

S'agissant de ***l'accès aux marchés pour les produits non agricoles***, il convient de signaler que plusieurs pays développés et ceux en développement ont procédé à la libéralisation de leurs marchés pour les produits manufacturés au cours de huit précédents cycles de

\* Représentant Assistant du Groupe des Etats ACP à Genève\*

Courriel : asilekin@bluewin.ch

\*\*Les vues exprimées dans le présent article sont celles de l'auteur.



négociations. Les pays en développement n'ont cependant pas retiré les avantages attendus de cette libéralisation du fait des déséquilibres structurels, de la faible industrialisation et des capacités d'offre assez limitées. En revanche, on observe que les pays développés maintiennent toujours des droits de douane élevés, des crêtes tarifaires et la progressivité des droits sur certains produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement. Par ailleurs, un ensemble de barrières non tarifaires comprenant des normes techniques fastidieuses et d'excessives mesures anti-dumping sont fréquemment utilisées par les pays développés pour freiner les exportations des pays en développement et amenuiser ainsi leur potentiel d'exportation vers les marchés des pays développés. Bien qu'un nombre limité de pays en développement aient bénéficié de délocalisations des industries du Nord ce qui leur a permis de pénétrer certains marchés de pays développés, la majorité des pays en développement ont réformé leur secteurs industriels et ont confiné leur production dans des secteurs sensibles à forte intensité de main d'œuvre (industrie du cuir, de l'habillement, de la chaussure, industrie chimique, matériel électrique et électronique, industrie du bois, constructions mécaniques, etc...). Une libéralisation plus accrue déboucherait sur des pertes massives d'emplois résultant des fermetures d'entreprises, une désindustrialisation précoce et des difficultés dans la balance des paiements étant donné que plusieurs de ces pays tablent sur les droits de douane pour financer les dépenses de l'Etat et le développement industriel. En l'absence de mesures spécifiques visant le soutien des industries infantiles des pays en développement notamment par une contribution limitée aux engagements de réduction de tarifs douaniers dans les secteurs industriels sensibles à forte intensité de main d'œuvre, leur développement industriel se trouverait compromis. Dès lors, il est déterminant que le Cycle de Doha soit sanctionné par l'élimination des droits de douane élevés, des crêtes tarifaires et la progressivité des droits subsistants dans les pays développés ; et que soient adoptées des mesures de flexibilité suffisantes pour accommoder les secteurs sensibles et les besoins d'ajustement des pays en développement.

L'aménagement de **l'érosion des préférences** constitue également un élément essentiel de la composante « développement » du Cycle de Doha. En effet, plusieurs économies en développement notamment les pays faibles et vulnérables ainsi que les PMA tirent de substantiels bénéfices de marges préférentielles dans le cadre du Système Généralisé des Préférences (SGP) et de préférences spéciales ACP - UE, AGOA, CARIBCAN etc... Dans une étude de la FAO, Sharma (1997) a également estimé la marge préférentielle dont bénéficiaient les exportations agricoles des pays ACP vers l'UE. En 1996, c'est à dire sur la base des droits NPF en vigueur au début de la période postérieure au cycle de l'Uruguay, la marge préférentielle globale pour tous les pays ACP et pour tous les produits agricoles était estimée à 710 millions d'écus (840 millions de dollars), soit 14% environ de la valeur du commerce considéré. Le sucre était à l'origine de 52% de cette marge préférentielle, suivi par le bœuf avec 21 %. Selon cette étude, la marge préférentielle globale a diminué de 16% pendant la période précédant 2000 par la suite des réductions de droits opérées à la suite du cycle d'Uruguay. Une autre étude réalisée par la CNUCED en 1999 par Tangermann et Josling indique que si tous les droits de douane dans le cadre du cycle de Doha devraient être ramenés à 28% de leur niveau de base d'avant le cycle d'Uruguay, cette diminution des droits réduirait la marge préférentielle de plus de moitié. Ce faisant, les préférences agricoles perdraient une part significative de leur valeur, tout comme les préférences accordées dans le cadre des produits non agricoles qui se sont amenuisées.

D'où la nécessité de mettre en place des mesures palliatives à l'érosion des marges préférentielles. Sans aucun doute, l'érosion des marges préférentielles sur certains marchés d'exportation du Nord génèrera d'énormes débouchés pour les exportations de certains pays en développement quelque soit la formule de réduction tarifaire retenue mais à court terme, elle ouvrira une période d'incertitudes pour nombres de pays en développement faibles et vulnérables, notamment les pays du G90 qui seraient confrontés aux coûts d'ajustement. Des mesures de compensation pourraient consister soit en des paiements directs aux agriculteurs

de pays touchés quand il s'agirait de préférences de longue date comme celles accordées aux pays ACP par l'UE sur les importations de sucre ou de banane une fois ces pertes identifiées, soit prendre la forme de contingents tarifaires ou alors de réductions tarifaires supplémentaires pour les produits revêtant un intérêt particulier dans leurs exportations. Le Groupe ACP pourra contribuer aux négociations actuelles portant sur les produits non agricoles à en Mars 2005 mis sur la table une liste de produits nécessitant un traitement spécial lequel combinerait l'accroissement de marges préférentielles sur certains de ces produits lorsque les droits NPF les réduiraient ou l'introduction des nouveaux droits préférentiels sur les produits restants.

La **fourniture d'une assistance financière et technique suffisante** aux pays en développement, notamment une « **aide pour le commerce** », pour faire face aux coûts d'ajustement et de mise en œuvre afin de pérenniser les réformes commerciales. Il convient de signaler ici que les énormes contraintes d'ajustement institutionnel et financier auxquelles les pays en développement devront faire face pour la transposition sur le plan interne des résultats du Cycle de Doha notamment en matière de standards et normes et les pertes provoquées par les libéralisations ambitieuses dans les secteurs industriels et les services seront sans commune mesure avec les ajustements relativement insignifiants que les pays développés devraient opérer dans ces secteurs. Etant pour la plupart confrontés à des difficultés de balance de paiements et contraints à la mise sur pied de politiques macro-économiques austères sous la férule des institutions de Bretton Woods, plusieurs pays en développement doivent parallèlement se doter d'une effective capacité d'offre et moderniser leur infrastructure liée au commerce.

Le **réaménagement des normes de traitement spécial et différencié** éparpillés dans divers accords de l'architecture de l'OMC en vue de leur donner un contenu plus contraignant, précis et efficace. Autant le Cycle de Tokyo (1973-1979) permettait aux pays en développement de s'exonérer des normes et disciplines issues des

(suite à la page 16)

*Hong Kong : Le Cycle du développement vidé de son contenu ?*  
(suite de la page 15)

principaux accords négociés lors dudit cycle (antidumping, subventions et barrières non tarifaires), le cycle de l'Uruguay (1986-1994) s'est au contraire fondé sur le principe de l'« engagement unique » impliquant l'adoption par tous les membres des mêmes règles. Plusieurs pays en développement se sont retrouvés confrontés aux problèmes récurrents de mise en œuvre desdites normes. D'où la demande des pays en développement de trouver des solutions lors du cycle de Doha aux problèmes rencontrés dans la mise en œuvre des engagements contractés dans le cadre du cycle de l'Uruguay d'une part et à être le plus précis possible dans la formulation des disciplines opérationnelles de traitement spécial et différencié qui résulteraient du cycle de Doha. Au-delà du réexamen normatif du traitement spécial et différencié, les pays en développement demandent également que soient rééquilibrées les règles spécifiques de certains accords issus du cycle de l'Uruguay qui accordent la part trop belle aux pays développés notamment l'Accord Antidumping, l'Accord sur les Mesures concernant les Investissements et liées au Commerce (MIC) et l'Accord sur les Aspects de Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce (ADPIC).

Ayant à l'esprit les paramètres du développement énoncés ci-dessus, les résultats obtenus par les pays en développement restent assez mitigés. Il est apparu sur le parcours ainsi emprunté un ensemble de manœuvres de la part des partenaires développés ayant débouché sur un détournement progressif des priorités du cycle de Doha au profit de leurs préoccupations constantes d'accès aux marchés.

## **II. Le détournement graduel de priorités du cycle de Doha au profit des pays développés**

En remettant le Cycle de Doha dans la perspective historique des huit cycles qui l'ont précédé depuis 1947, on observe qu'au début de l'Uruguay Cycle (1986-1994) ont eu lieu des tractations pour étendre les négociations aux droits de propriété intellectuelle et aux services, domaines dans lesquels les pays développés ont des intérêts offensifs. En échange, les pays en développement

demandaient que les pays développés ouvrent leurs marchés agricoles et qu'ils abolissent les quotas sur les textiles. A la fin du cycle d'Uruguay, les Etats-Unis, l'Union Européenne, le Canada et la Norvège qui maintenaient des quotas au titre de l'Accord multi-fibres (AMF) affirmaient avoir besoin d'une décennie pour la transition vers un régime libre et l'élimination des quotas échéant ainsi au 1<sup>er</sup> janvier 2005. En réalité, ils n'ont fait que gagner du temps car le rythme de l'ouverture est resté très faible et quand le régime des quotas a expiré en janvier 2005, ils ont tiré parti de la clause de sauvegarde spéciale de l'OMC et négocié une rallonge de trois ans avec la Chine.

### **Le problème des subventions agricoles**

S'agissant de l'agriculture, malgré l'engagement des économies développées à réduire les énormes subventions et les différentes restrictions aux importations plus compétitives, on a en revanche assisté à un renforcement des subventions. Par une exploitation judicieuse des subtilités de l'Accord sur l'Agriculture à la rédaction duquel ils s'étaient attelés sous le GATT, les niveaux « autorisés » de subventions européennes et américaines se sont plutôt renforcés. Ils prétendent s'être ainsi « conformés » à l'obligation de réduction des subventions de la catégorie orange qui est liée à la production tout en augmentant considérablement les subventions de la catégorie verte (permettant la protection de l'environnement, sauvegardant la multifonctionnalité de l'agriculture et résultant en divers paiements directs aux agriculteurs) laquelle est immunisée de toute réduction (au motif pris que ces subventions ne faussent pas le commerce). On constatera cependant que ces subventions concentrées sur un nombre de produits sensibles maintiennent la compétitivité de leur production sur des produits identiques compétitifs exportés par les pays en développement quand ils tentent une percée soit sur leurs marchés domestiques ou sur des marchés tiers. Devrait-on rappeler que les subventions agricoles totales des pays riches s'élèvent globalement aujourd'hui à plus de 300 milliards de dollars par an?

A partir du moment où les principaux pays développés font croire que leurs subventions agricoles actuelles sont

légalisées et qu'ils font par conséquent des concessions majeures en les réduisant, ils s'estiment dès lors fondés à solliciter des contre concessions des pays en développement sur l'accès aux marchés pour leurs produits industriels et sur les services. Tout réside donc dans la définition de la subvention telle qu'héritée du système du GATT et partant de là, de la remise à plat de tout un arsenal de normes juridiques encadrant les échanges commerciaux internationaux. Actuellement, la subvention est considérée comme un droit si elle a pour effet d'atténuer les conséquences d'une réduction tarifaire, exercice dans lequel ont excellé les pays développés lors des huit précédents cycles (il importe de signaler que le tarif appliqué à l'importation de biens et de services est de 3,7% pour le marché Américain et de 4,2 % pour le marché de l'Union Européenne). Or, une subvention doit être considérée comme admissible si seulement elle a pour objectif de compenser les faiblesses structurelles d'un membre dans sa capacité à tirer des bénéfices adéquats d'un système basé sur le partage mutuel des bénéfices.

### **L'offensive des pays riches dans le domaine des services**

On se rappelle qu'à moins de deux semaines de la conférence ministérielle de Hong Kong, les associations patronales aux Etats-Unis et en Europe appelaient leurs négociateurs à lâcher du lest dans le dossier agricole pour concentrer leurs énergies sur les dossiers de la libéralisation des produits industriels et des services. Aux Etats Unis, ces deux derniers secteurs représentent plus de 75% des emplois et ont permis de dégager un excédent de 50 milliards de dollars en 2004 dont 16 milliards dans les finances. Pour les Chambres de commerce américaines (AmCham) et la Coalition de l'Industrie des Services (CIS) représentant les compagnies multinationales de services, le but final du cycle de Doha est la libéralisation des services. Cet objectif serait cependant impossible sans des concessions dans le secteur agricole notamment aux Etats Unis, en Europe et au Japon. Les statistiques ci-après donnent la pleine mesure des contributions respectives des secteurs de l'Agriculture, de l'Industrie et des Services dans les échanges commerciaux des Etats Unis et de l'Union Européenne : Agriculture (0,9 %-

USA ; 2,2%-UE) / Industrie (19,7%-USA ; 28,3 %-UE) ; Services (79,4 %-USA ; 69,4 % UE). Ceci explique la ténacité des pays riches sur le dossier de la libéralisation des services pour lequel un texte non consensuel fixant le cadre pour l'accélération de la libéralisation a été adopté aux forceps, malgré la forte opposition de plus d'une centaine de pays membres (en développement).

La contre-proposition sur les services du G90 (Groupe ACP, Union Africaine et PMA) soutenue pour la circonstance les pays de l'ANASE (Association des Nations d'Asie du Sud Est) a été déposée le 16 Décembre 2005. Pour faire face aux événements, lesdits groupes ont donc élaboré une annexe alternative sur les Services pour la Déclaration Ministérielle. Face au caractère embryonnaire de leur secteur des services, au démantèlement programmé de leur droits de douane, à la perte inéluctable des marges préférentielles de leurs principaux produits d'exportation, à la mauvaise santé commerciale des produits de base, les auteurs de l'alternative souhaitaient voir pris en compte des amendements pour tempérer les conséquences dévastatrices de leur marche forcée vers la libéralisation des Services. Ils se sont heurtés aux réticences européennes, américaines et même du Directeur Général de l'OMC qui n'ont eu de cesse de répéter qu'il n'y aurait pas de Déclaration Ministérielle si l'Annexe sur les Services, texte anti-démocratique par excellence parce que non convenu était affaibli.

Pour l'Union Européenne et les Etats Unis, tout compromis sur l'agriculture et leur adhésion aux résultats de la Sixième Ministérielle étaient intimement liés à l'adoption inconditionnelle de l'Annexe sur les Services. C'est peu dire d'affirmer que c'est sur cette question que le hold-up de la Conférence Ministérielle de Hong Kong et le casse du Cycle de Doha est intervenu parce que le commerce des services et des produits industriels représentent 80 % du commerce mondial alors que l'Agriculture ne constitue que 7,1 % des échanges internationaux. On mesure alors très bien où se situent les enjeux du Cycle de Doha prétendument consacré au développement et le silence conspirateur des industries médiatiques occidentales sur les véritables résultats de la Conférence de Hong Kong.

### III. Une prise en compte insuffisante des questions de développement à Hong Kong

Autant les pays en développement avaient résisté à Cancun au lancement de négociations pour la fixation de cadres multilatéraux sur l'Investissement, la Transparence des Marchés publics et la Concurrence (identifiés comme les questions de Singapour) parce qu'elles n'étaient pas vitales pour leur marche vers le développement et répondaient davantage aux priorités des multinationales du Nord, autant Hong Kong a marqué le triomphe des préoccupations d'accès aux marchés des pays riches. Les concessions consenties par les pays en développement à Hong Kong sont très élevées en comparaison avec les bénéfices obtenus par des pays développés.

#### Quel TSD pour les PMA ?

La Quadrilatérale (Etats-Unis, Canada, Union Européenne et Japon) n'a jamais résisté à la tentation de diviser le Groupe Informel des pays en développement pour faire avancer son agenda dans le système commercial multilatéral, et le Cycle de Doha fourmille d'exemples édifiants à ce sujet. Il ne s'agit nullement ici de remettre en cause la clause d'habilitation issue du cycle de Tokyo qui fonde juridiquement « l'octroi d'un traitement spécial aux moins avancés parmi les pays en développement dans le contexte, le cas échéant, de mesures générales ou spécifiques en faveur des pays en développement ». On remarquera cependant que pour « détendre » l'atmosphère au sein des pays en développement dans le processus post-Seattle, l'Union Européenne avait lancé dans l'arène l'initiative « Tout sauf les armes » afin de convaincre les PMA du nécessaire lancement d'un nouveau cycle de négociations. Dans le processus préparatoire de Cancun, alors que les 88 propositions spécifiques de traitement spécial et différencié bénéfiques pour tous les pays en développement étaient enlisées, un miraculeux paquet de propositions à l'usage exclusif des PMA apparaissait désormais sur la table des négociations, renvoyant *sine die* le paquet global et le débat systémique. Au finish, cinq des propositions destinées aux PMA ont été adoptées en Décembre 2005 à Hong Kong.

Sur la question de l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingents des produits originaires des PMA, on observera que celle-ci ne vise que 97% produits originaires des PMA et que chaque pays développé en mesure de le faire conserve la latitude d'interpréter dans sa législation nationale ce qui correspond à une base durable. En réalité, il n'a pas été fait droit à la demande d'engagement contraignant multilatéral sur les exportations provenant des PMA et surtout, il a été laissé la latitude aux pays développés d'exclure 3 % des lignes tarifaires sur des produits sensibles où les PMA pourraient se retrouver plus compétitifs. Il fallait par ailleurs vaincre les réticences américaines sur l'accès en franchise de douane et hors contingent de tous les produits exportés par les Pays les Moins Avancés (PMA) sur leurs marchés, eux qui considéraient cette proposition comme une multilatéralisation consommée de l'initiative Européenne « Tout sauf les armes ». Le négociateur européen Peter Mandelson rappelait fort opportunément lors d'une conférence de Presse à Hong Kong le 14 Décembre 2005 qu'une augmentation de 50% des exportations totales des PMA sur le marché américain ne représenterait exactement que trois jours d'importations globales américaines sur une année civile. Ceci donne la pleine mesure des enjeux de l'accès en franchise de douane et hors contingent des exportations des PMA et de leur poids sur l'échiquier commercial international.

#### La capitulation sur les services

D'un point de vue systémique, les pays développés qui disposent d'industries des services très compétitives ont obtenu à Hong Kong l'ouverture de négociations plurilatérales entre groupes de pays intéressés dans des domaines tels les services logistiques, les télécommunications, l'informatique et les services rattachés, les services financiers et les banques, les assurances, les services audiovisuels, les services de l'eau et de l'énergie, les services de santé et de l'éducation, les services légaux et la comptabilité transnationale, le transport, l'hôtellerie et l'industrie touristique etc... ainsi que la consécration des initiatives de libéralisation sectorielle par la fixation des objectifs modaux. Ceux

(suite à la page 20)



## Evolution dans les négociations agricoles : Falconer se propose de rédiger des documents de référence pour les questions sur lesquelles une certaine convergence est apparente

A la suite d'une semaine de discussions, le président des négociations agricoles, l'ambassadeur Crawford Falconer (Nouvelle-Zélande) a annoncé aux Membres, lors d'une réunion informelle du 17 février, qu'il commencerait à préparer des 'documents de référence' sur le petit nombre de questions où il y avait une certaine convergence, pour tenter de maintenir les discussions sur la bonne voie en prévision de la date limite de fin avril fixée pour un accord sur les abaissements des tarifs et des subventions, énoncés dans la Déclaration ministérielle de HongKong. Il a toutefois averti que les négociations n'étaient pas entrées dans une « phase d'accord » sur ces 'modalités'. Les délégués avaient consacré une bonne partie de la semaine à des consultations sur l'ensemble de questions que Falconer leur avait remis le 9 février, et qui portait sur chacun des sujets non résolus dans les discussions sur le commerce des produits agricoles.

Falconer a déclaré que les 'documents de référence' étaient destinés à évoluer, sur la base des contributions des Membres, en projet de modalités. Ils exposeront la structure des modalités, c'est-à-dire l'approche générale à adopter pour des questions spécifiques, tout en laissant aux décideurs politiques les décisions relatives aux valeurs numériques précises, si nécessaire. Les délégués indiquent que ces 'documents de référence' sont les bienvenus tant qu'ils reflètent le consensus qui se dégage, et que Falconer ne tente pas de s'en servir pour promouvoir des positions. Ils ont convenu de la nécessité de négociations fondées sur des textes pour réaliser des progrès dans les négociations.

### On se rapproche des disciplines sur l'aide alimentaire

Les discussions de la semaine ont été très fructueuses en ce qui concerne

l'aide alimentaire, en particulier les moyens de l'empêcher de fausser la concurrence à l'exportation – une partie du mandat de HongKong visant l'élimination de toutes les formes de subventions à l'exportation d'ici 2013. Selon Falconer, le « contour vague » d'un accord est en train de se dessiner sur la question. Ceci sera probablement reflété dans son document de référence sur le sujet.

Les Membres ont débattu des paramètres d'une 'catégorie sûre' à travers laquelle fournir l'aide alimentaire durant des situations d'urgence réelles, que les ministres avaient convenu de protéger à HongKong. Certaines sources indiquent que les délégués ont débattu du point de savoir s'il devait suffire que l'aide soit demandée par des organisations intergouvernementales pour être éligible à la catégorie sûre, alors que d'autres suggèrent qu'il est peut-être nécessaire de définir de manière plus claire ce qui constitue une « urgence ». De plus, les Membres ont semblé reconnaître que la catégorie sûre devrait aussi couvrir des situations où les gouvernements donateurs ont à agir avant que les organisations internationales n'aient le temps de déclarer une urgence.

Pour ce qui est des situations autres que des situations d'urgence, les Membres ont poursuivi les débats sur le point de savoir si l'aide alimentaire ne devait être fournie qu'en espèces et si l'aide en nature pouvait être 'monétisée' (c'est-à-dire vendue par les pays récipiendaires pour collecter des fonds) ou même réexportée. Falconer a laissé entendre que les Membres semblaient plus disposés qu'auparavant à débattre pour arriver à un compromis. Par exemple, les partisans de la monétisation ont semblé plus ouverts à la discussion sur des disciplines potentielles pour réduire le risque de voir l'aide supplanter les ventes commerciales.

### Falconer : « Rien de particulièrement nouveau » sur le soutien interne

Aucune convergence ne s'est dessinée sur les disciplines pour la 'nouvelle catégorie bleue' créée dans le Cadre de juillet 2004 (WT/L/579), qui doit, dans l'avenir, couvrir le soutien lié au prix, par exemple les versements contracycliques américains en faveur des agriculteurs, qui augmentent avec la baisse les prix sur les marchés mondiaux. De plus, les positions restent essentiellement inchangées sur la nécessité de disciplines pour 'l'ancienne' catégorie bleue, qui permet une compensation pour l'application de mesures de limitation de la production. Comme avant HongKong, certains Membres, dont les États-Unis, ont préconisé le plafonnement des dépenses au titre de la catégorie bleue à un niveau plus faible, alors que les autres souhaitent des mesures de plus grande portée, telles que de nouvelles disciplines sur les subventions versées par l'intermédiaire de cette catégorie.

Le Groupe de membres de Cairns d'exportateurs de produits agricoles, ainsi que la coalition du G-20 de pays en développement, cherchent également à renforcer les critères existants pour le soutien au titre de la 'catégorie verte', qui restera illimité et exempté des engagements de réduction. En outre, les pays en développement ont proposé l'élaboration de nouveaux critères au moyen desquels il leur serait plus facile de soutenir les objectifs de développement. Ces négociations ont été peu fructueuses.

Les discussions sur l'année ou la période de référence à partir de laquelle calculer les niveaux de soutien au titre de la 'catégorie ambrée' par produit ont également été peu concluantes – plusieurs pays souhaitent recourir aux subventions

notifiés durant la période 1995-2000 de mise en œuvre des engagements aux fins du Cycle d'Uruguay. Selon des sources, les États-Unis, par contre, préféreraient une période de référence 1999-2001, car ceci prendrait en compte certaines de leurs plus récents programmes de subventions agricoles.

Bien qu'il n'y ait toujours pas de convergence, Falconer a indiqué qu'il préparerait un document de référence sur la question.

### **Absence d'accord sur les produits sensibles**

L'accès aux marchés reste le domaine le plus difficile dans les négociations sur l'agriculture. Il n'y a eu aucun terrain d'entente sur le traitement des 'produits sensibles' que tous les Membres peuvent désigner pour des abaissments plus faibles que ceux requis par la formule, aux fins Cadre de juillet 2004, à la condition qu'ils fournissent pour ces produits une 'amélioration substantielle' de l'accès aux marchés au moyen d'une combinaison d'expansion des contingents tarifaires et de réduction des droits des tarifs. Les propositions actuelles sur le nombre de produits sensibles varient entre 1 et 15% de toutes les lignes tarifaires, et ont suscité de vifs désaccords.

Le traitement de ces produits – essentiellement, le point de savoir comment assurer une amélioration substantielle de l'accès aux marchés – s'est également avéré litigieux. Plusieurs pays souhaitent que les Membres rehaussent les contingents tarifaires à un niveau équivalant à un certain pourcentage de la consommation intérieure totale du produit visé. Certains, notamment le G-10, ont appelé à autoriser les Membres à faire des réductions tarifaires plus faibles que les niveaux déjà faibles requis pour les produits sensibles, en échange de l'expansion des contingents tarifaires d'un montant corrélativement plus élevé.

Des délégués indiquent que les États-Unis ne sont pas très enthousiastes à l'égard de l'expansion des contingents tarifaires, car ils estiment que les

réductions tarifaires seraient plus à même d'assurer les améliorations substantielles de l'accès aux marchés qu'ils recherchent. Les États-Unis ont soumis un document officiel demandant que les Membres ne soient pas autorisés à proposer des réductions tarifaires plus faibles contre des expansions de contingents tarifaires plus élevées pour les produits sensibles.

Dans la même proposition, les États-Unis indiquent qu'ils souhaitent que l'expansion des contingents tarifaires repose à la fois sur la consommation intérieure et la proportion dans laquelle l'abaissement tarifaire sur un produit sensible particulier s'écarte de ce qu'il aurait été dans le cadre de la formule de réduction tarifaire normale. Les États-Unis concrétisent ceci en exprimant l'expansion des contingents tarifaires comme la somme de deux composantes : une hausse de 'base' égale à un certain pourcentage de la consommation intérieure et un pourcentage additionnel (également de la consommation intérieure) qui augmente proportionnellement à l'écart par rapport à la formule. En somme, en accordant davantage de flexibilité dans le traitement tarifaire pour les produits sensibles, on arrive à des expansions des contingents tarifaires plus importantes.

Selon Falconer, il n'était guère utile qu'il rédige son propre document sur le sujet car il y avait eu peu de changements dans les positions des Membres.

Les discussions sur le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS), qui reposaient effectivement sur un document d'octobre du G-33, ont également été peu concluantes.

Certaines questions restent non résolues en ce qui concerne la conversion des droits 'spécifiques' sur la base des volumes des importations en équivalents 'ad valorem' fondés sur des pourcentages. Les Membres ont convenu, en mai 2005, d'une approche mathématique large pour la conversion en équivalents en valorem, qui est une condition préalable au classement des tarifs dans les étages de la formule de réduction, mais ne se sont pas décidés sur le traitement du sucre, ainsi que

sur les procédures de vérification des calculs des équivalents ad valorem des uns et des autres. Il a été décidé, lors de la réunion, que le Secrétariat organiserait une rencontre pour résoudre les questions en suspens sur ce sujet.

### **Nouvelle proposition sur le coton**

Le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad ont présenté une nouvelle proposition (TN/AG/GEN/12) appelant à des réductions plus fortes et plus rapides des subventions au coton que celles pour le soutien interne à d'autres produits. Les quatre artisans du programme de travail de Doha sur le coton ont appelé à une réduction du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges trois fois plus importante que l'abaissement convenu pour le soutien interne en général et à une période de mise en œuvre trois fois moins longue. Ceci serait réalisé en liant la formule de réduction générale à un coefficient 'c' dans le calcul des abaissments des subventions au coton.

On ne voit pas très bien comment les subventions au coton peuvent être abaissées trois fois plus que le soutien interne général, car pour les propositions sur la table, ceci entraînerait des réductions de l'ordre de 150 à 210%. Toutefois, selon des sources, les 4 pays sont susceptibles, au cours des semaines à venir, de spécifier comment ce coefficient 'c' se traduirait par un niveau de réduction plus important que pour les autres produits. De grands pays qui versent des subventions, comme les États-Unis, n'auraient pas fait de commentaires sur la proposition.

Certaines préoccupations ayant trait au processus sont ressorties lors de la réunion. Cuba et le Sri Lanka se sont demandé à voix haute si leurs points de vue avaient été représentés dans les consultations auxquelles ils n'avaient pas été pas invités. Quelques délégués ont laissé entendre que les pays qui n'appartiennent pas à des groupes régionaux ou autres significatifs dans les négociations risquaient d'être laissés en marge des discussions.

*Hong Kong : Le Cycle du développement vidé de son contenu ?*  
(suite de la page 17)

qui seront partie à ces négociations plurilatérales vont fixer les futurs cadres juridiques et les standards de la mise en œuvre de la libéralisation. Ces standards seront conformes aux exigences des firmes multinationales des pays riches. Par ailleurs, les résultats de telles négociations seront étendus sur une base NPF (Nation la Plus Favorisée), ce qui contraindra les pays en développement à absorber le fruit de ces négociations, qu'ils aient participé ou non à la formulation des règles du jeu. Jusqu'à présent, ces négociations étaient essentiellement bilatérales fondées la présentation des demandes-offres. Cela permettait aux pays en développement de conserver la main sur leurs secteurs des services et d'ouvrir ceux-ci sur la base de leurs objectifs de développement national et des priorités économiques domestiques. Ne devrait-on pas également rappeler que les pays en développement disposaient jusqu'à présent d'une certaine flexibilité sous l'Accord Général sur le Commerce des Services et les Lignes Directrices et les Procédures pour les négociations sur les services adoptées le 23 mars 2001 de choisir leur propre rythme et niveau de libéralisation, ainsi que de choisir les secteurs à libéraliser ?

On assistera à une accélération de la prise de possession du secteur des services des pays en développement par les multinationales des pays riches et des principales économies émergentes. Ceci dans des proportions bien plus significatives que les plans d'ajustement structurels des Institutions de Bretton Woods ne l'avaient permis jusqu'à présent avec à la clé le spectre contraignant de l'Organe de Règlement des Différends de l'OMC. De tout ce qui précède, on observe bien que les besoins et préoccupations des pays en développement restent décidément bien inscrits au centre du Cycle de Doha pour le développement !

### **Agriculture**

Sur le dossier agricole, l'engagement pris par les pays riches de démanteler les subventions à l'exportation à l'horizon 2013 est une solution marginale à la question centrale des subventions domestiques et des divers paiements aux agriculteurs qui

privent d'accès aux marchés les agriculteurs des pays en développement et contribuent à la dépréciation des cours des produits de base.

Quant au coton, alors que les subventions à l'exportation devraient être éliminées en 2006, celles-ci ne constituent qu'une petite portion des soutiens faussant les échanges. Il n'y a eu aucune action concrète pour les soutiens internes qui faussent les échanges qui s'élèvent à 3,8 milliards de dollars soit 80-90% du soutien total américain accordé à ses agriculteurs, ce qui n'est pas une solution idéale pour les producteurs africains de coton et des autres pays en développement.

***L'accès en franchise de douane et hors contingent de tous les produits exportés par les Pays les Moins Avancés (PMA)*** sur les marchés des pays développés et sur ceux des pays en développement qui se déclarent en mesure de le faire est un aspect fondamental du paquet du développement du Cycle de Doha. Il s'agit de la frange la plus vulnérable du système commercial multilatéral et la plus exposée aux conséquences négatives des successives libéralisations NPF. Cette mesure devrait stimuler l'expansion des échanges des PMA en direction des pays accordant ou non des préférences ainsi que les parts de leurs exportations sur les marchés où ils ne bénéficient pas actuellement de tarifs préférentiels.

### **Accès aux marchés pour les produits industriels (NAMA)**

Point n'est besoin de revenir sur les conséquences dévastatrices de l'adoption de la « formule suisse » pour la réduction ou l'élimination des droits de douane et des crêtes tarifaires sans une véritable feuille de route pour les flexibilités demandées par les pays en développement. Cette option maintes fois repoussée par les pays du G90 entraînera entre autres : un accès aux marchés accru pour les produits industriels des pays développés sur les marchés des pays en développement ; une perte des revenus pour les Etats dont les droits de douane demeurent élevés et représentent un poste budgétaire important ; une désindustrialisation dans les pays en développement où le tissu industriel est encore embryonnaire et peu compétitif ; des pertes massives d'emplois et son

corollaire qui est la remontée de chômage ; une asphyxie de l'économie nationale et de sa capacité à répondre aux exigences de désendettement des institutions de Bretton Woods ; une érosion des marges préférentielles sur certains marchés de leurs principaux marchés d'exportation du fait de l'extension de la libéralisation NPF qui en résulterait entraînant également des pertes de devises etc... Tout au plus a été évoquée dans la Déclaration ministérielle la question des préférences non réciproques mais leur renvoi au Groupe de négociations à Genève sans indications précises de la part des ministres n'augure pas d'une issue sécurisante sur ce dossier.

### **Quid de la fameuse question de l'«aide pour le commerce»**

L'«Aide pour le Commerce» envisagée comme palliatif aux conséquences de la libéralisation est présentée comme ce joyau qui renforcerait les capacités d'offre et l'infrastructure liée au commerce des pays en développement, ceci pour qu'ils mettent en œuvre les Accords de l'OMC, en tirent profit, et accroissent leur commerce. Le texte de la Déclaration ministérielle de Hong Kong atténue les attentes spécifiques des pays du G90 qui ont demandé que cette « aide au Commerce soit mise en œuvre de manière à répondre à leurs priorités de développement, à créer et à renforcer leur compétitivité, à renforcer leur développement humain et à s'approprier l'espace politique nécessaire pour faciliter leur intégration dans le système commercial multilatéral. Ils ont demandé également que cette aide se fasse sous la forme de dons et qu'aucune conditionnalité ne soit attachée à l'octroi de l'aide au commerce.»

A la lumière de tout ce qui précède, une conclusion s'impose d'elle-même : l'Organisation Mondiale du Commerce n'est ni une institution philanthropique encore moins une Agence de développement. Il serait dès lors illusoire de penser que les préoccupations mercantiles qui ont toujours été à la base du lancement de nouveaux Cycle de négociations pour la libéralisation accrue des échanges commerciaux auraient laissé la priorité aux besoins et intérêts des pays en développement dans le cadre du cycle de Doha.



*Conférence Ministérielle de Hong Kong : ...  
(suite de la page 2)*

### **Accords de principe sur les subventions dans l'agriculture**

La réalisation la plus concrète de la Conférence ministérielle de HongKong a été de fixer 2013 comme date finale pour l'élimination des subventions à l'exportation de produits agricoles, sous réserve de « l'achèvement des modalités. » De nets progrès ont également été réalisés sur le coton.

### **L'élimination des subventions à l'exportation dans l'agriculture pour 2013**

Le texte du 17 décembre qui a précédé la déclaration finale de la Conférence contenait deux délais alternatifs entre crochets pour « l'élimination parallèle de toutes les formes de subvention à l'exportation et de disciplines sur toutes les mesures pour l'exportation ayant un effet équivalent » : soit 2010, soit 5 ans après, à compter du démarrage de la mise en œuvre des engagements découlant du Cycle de Doha. Dans les réunions en Green Room tout au long de la semaine, l'UE et la Suisse avaient résisté à 2010 comme date butoir. Il apparaissait qu'une date limite de 2013 était toutefois susceptible d'être plus acceptable pour l'UE, car c'est à peu près à cette date que prendra fin le budget européen de six ans récemment approuvé par Bruxelles. Elle coïnciderait également avec une période de mise en œuvre du Cycle de Doha démarrant en 2008. Selon plusieurs sources, l'UE avait laissé entendre qu'elle serait disposée à éliminer les subventions à l'exportation pour les produits agricoles à cette date butoir de 2013. Ceci serait subordonné, bien sûr, à un accord sur l'ensemble du texte, en conformité avec le principe de l'OMC selon lequel « rien n'est convenu tant que tout n'est pas convenu. » C'est finalement la décision qui prévaudra à la fin de la Conférence avec l'engagement des Membres d'assurer l'élimination parallèle de toutes les formes de subventions à l'exportation et des disciplines concernant toutes les mesures à l'exportation d'effet équivalent, qui devra être achevée pour la fin de 2013 (Voir par ailleurs).

### **L'élimination des subventions sur le coton à compter de 2006**

C'est l'une des avancées majeures de la Conférence ministérielle, même si la

décision a pris du temps à se dessiner. Dans le projet de texte 17 décembre déjà, apparaissaient des signes qui pouvaient laisser penser à un compromis. Ses paragraphes énonçaient de manière explicite que les pays développés élimineront les subventions à l'exportation en 2006. En pratique, 'pays développés' renvoie aux États-Unis, car c'est le seul pays développé Membre de l'OMC qui fournit des subventions au coton de ce type. Mai on ne savait toujours pas si le terme 'subventions à l'exportation' couvrirait les garanties de crédit à l'exportation octroyées par les Etats-Unis. C'est ainsi qu'au cours d'une conférence de presse, les ministres du commerce de quatre pays producteurs de coton de l'Afrique de l'ouest, qui avaient inscrit la question à l'ordre du jour de la Conférence ministérielle, ont déclaré que le nouveau projet de texte n'allait pas « au fond du problème », c'est-à-dire sur les subventions internes américaines, largement octroyées et qui constituent 80 à 90% du soutien américain total pour le coton (estimé à près de 3,8 milliards de dollars en 2004). Ils ont exposé leur position de compromis sur l'élimination du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges pour le coton : 60% d'ici 2008, avec 20% de plus en 2009 et 2010. La proposition antérieure du groupe appelait à l'élimination totale de ce type de soutien d'ici fin 2008.

En fin de compte, le paragraphe 11 de la déclaration finale a réaffirmé l'engagement des Membres d'arriver à une solution en adoptant des décisions concrètes sur l'accès aux marchés, les soutiens internes qui ont un effet de distorsion sur le commerce et les subventions à l'exportation pur le coton qui seront éliminées pour les pays développés en 2006 (Voir ailleurs, article sur l'agriculture).

### **Services : le G-90 introduit une nouvelle annexe, la Déclaration finale moins prescriptive**

L'annexe C sur les services était la partie la plus controversée du projet de déclaration du 7 décembre, présenté aux ministres. Plusieurs pays en développement avaient fait demandé sa suppression totale, au motif qu'elle n'avait pas été convenue par les Membres. Ils étaient particulièrement mécontents des dispositions de l'annexe

relatives aux objectifs modaux qualitatifs et du langage obligatoire qui demande aux Membres d'engager des négociations plurilatérales pour l'accès aux marchés, si cela la demande leur est adressée.

La Déclaration ministérielle finale affaiblit le langage obligatoire et prescriptif de la version initiale de l'annexe C. Le paragraphe 7 tant contesté de l'annexe, portant sur le processus de demandes et d'offres plurilatérales, a été révisé pour spécifier de manière explicite que la prise en compte obligatoire des demandes collectives se ferait dans le contexte du paragraphe 2 de l'article XIX de l'AGCS, qui stipule que la libéralisation du commerce des services devrait respecter le niveau de développement des pays. Ainsi, les Membres auxquels des demandes collectives auront été adressées les « examineront, conformément aux paragraphes 2 et 4 de l'article XIX de l'AGCS. » Cette modification a été estimée nécessaire pour prendre en compte les préoccupations du G-90 et de certains pays de l'ASEAN (Association of Southeast Asian Nations), même si le chapeau d'introduction du paragraphe 7 de l'annexe spécifie que les négociations plurilatérales se dérouleront en conformité avec les principes énoncés dans l'AGCS.

Les Membres ont de plus convenu que les demandes plurilatérales devraient être présentées d'ici le 28 février 2006 ou dès que possible après cette date. De plus, la seconde série d'offres révisées sera présentée d'ici le 31 juillet 2006. Les listes finales préliminaires d'engagements doivent être présentées d'ici le 31 octobre 2006.

### **Constitution d'un nouveau groupe de pays en développement sur l'AMNA ?**

Il est à noter que, dans le cadre des discussions sur l'AMNA, un groupe restreint de 9 pays en développement, sous l'égide de l'Inde et de l'Afrique du sud, avait adressé une lettre au président de la Conférence ministérielle, John Tsang, en faisant valoir que la base actuelle des négociations ne reflétait pas de manière adéquate les préoccupations en matière de développement. Le groupe

*(suite à la page 22)*

*Conférence Ministérielle de Hong Kong ...  
(suite de la page 21)*

a déclaré qu'il était demandé à ses Membres de procéder à des abaissements 'disproportionnés' de leurs tarifs industriels, alors que les « pays en développement ne peuvent être tenus de payer pour des réformes dont le besoin se fait cruellement sentir dans les secteurs agricoles des pays développés. » Renvoyant au commerce des produits agricoles, ils ont demandé que le niveau d'ambition pour l'AMNA « soit calibré au niveau d'ambition d'autres négociations sur l'accès aux marchés ».

En fin de compte, les sections de la Déclaration ayant trait à la réduction des tarifs industriels prévoient une 'formule suisse', avec un nombre de coefficients non spécifié. Ceci ouvre la voie à la fois à la formule 'suisse simple' à deux coefficients, et à l'approche à coefficients multiples liés à la moyenne tarifaire d'un pays, préconisée par l'Argentine, le Brésil et l'Inde.

Le texte répond à deux préoccupations centrales formulées par la plupart des pays en développement, en prévoyant « une réciprocité qui ne soit pas totale dans les engagements de réduction » et en stipulant que la formule permettra de « réduire [...] les tarifs, y compris de réduire ou d'éliminer les crêtes tarifaires, les tarifs élevés et la progressivité des droits, en particulier sur les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement ».

De plus, l'accord « réaffirme l'importance » que revêt le paragraphe 8 du mandat de l'AMNA, énoncé dans l'annexe B du Cadre de juillet comme « partie intégrante des modalités. » Ce paragraphe prévoit pour les pays en développement des flexibilités telles que l'exemption de réduction d'un petit nombre de lignes tarifaires, ou des abaissements moins importants que ceux exigés par la formule sur un nombre plus élevé de lignes. Il y a, dans les négociations sur l'AMNA, un débat de longue date sur le point de savoir si les pays en développement devraient avoir à renoncer au moins à certaines de ces flexibilités, en échange de coefficients plus élevés qui compenseraient une formule de réduction tarifaire plus flexible.

### **Bananes**

Les dissensions autour du passage de l'UE à un régime d'importation

uniquement tarifaire pouvaient éventuellement devenir un obstacle sérieux à l'instauration d'un consensus final. Ce qui était en cause, c'était le tarif de 176 euros/tonne devant entrer en vigueur le 1er janvier 2006. Les producteurs de banane latino-américains ont jugé ce tarif trop élevé pour garantir, au minimum, le maintien de leur part actuelle du marché de la banane européen, comme requis par un accord conclu lors de la Conférence ministérielle de Doha, en 2001. Les parties ont convenu de poursuivre les négociations sous les 'bons offices' de Jonas Gahr Store, ministre des Affaires étrangères de la Norvège, qui servait de facilitateur du conflit à HongKong. Une déclaration lue par M. Store, lors de la session plénière de clôture, spécifiait que les intérêts des pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) - dont les Etats Membres jouissent d'un accès en franchise aux marchés de l'UE - seraient pris en considération dans les consultations. Si le Mémoire d'accord sur le règlement des différends de l'OMC encourage les Membres à recourir aux 'bons offices' du directeur général ou d'un autre médiateur, pour trouver une solution mutuellement acceptable, la relation juridique entre le processus de consultation pour la banane et le système de règlement des différends de l'OMC n'est pas totalement claire.

*La 6<sup>ème</sup> Conférence ministérielle...*

*(suite de la page 11)*

a bénéficié du soutien de la plupart des pays en développement. Toutefois, les décisions concernant la valeur des coefficients ont été reportées à des négociations futures. Il est donc essentiel de faire preuve de prudence tandis que ce processus se poursuit, pour garantir que les pays en développement n'ont pas à procéder à des abaissements tarifaires plus importants que les pays plus riches.

Peut-être un autre résultat positif de la Conférence ministérielle est la décision de créer un groupe spécial de l'OMC pour constituer la capacité d'offre des pays pauvres afin de leur permettre de tirer profit des opportunités commerciales au titre du concept d'Aide pour le commerce. A la fois les pays en développement et les PMA ont des attentes élevées et l'on espère que le résultat final dans ce

nouveau domaine répondra à de telles attentes des Membres.

Bien qu'il ne prenne pas en compte tous les domaines de préoccupation et/ou d'intérêt souhaités par les pays en développement et les PMA, le texte ministériel adopté le 18 décembre 2005 établit un cadre pour la poursuite de discussions techniques. Ceci pourrait donc offrir l'opportunité de promouvoir les intérêts nationaux ainsi que ceux des groupes et garantir que ceux-ci sont reflétés de manière adéquate dans les modalités de négociation qui seraient adoptées d'ici avril 2006. Ceci donne également le ton pour la stratégie de planification et de mise en œuvre de la politique commerciale, dans le but de maximiser les avantages découlant du système commercial global.

Un autre échec des négociations commerciales similaire à celui subi à Cancun aurait été désastreux, de manière durable, pour le Système commercial multilatéral en tant qu'institution. Il aurait également impliqué des pertes plus lourdes pour tous les pays, en particulier pour les pays en développement qui avaient déjà investi des parties substantielles de leurs maigres ressources financières et humaines dans le processus. Comme dit le proverbe, le voyage le plus long commence par un premier pas.

*Hong-Kong : les pays du C4 exemplaires...*

*(suite de la page 13)*

les pays africains, contrairement aux Etats-Unis. Elle n'était probablement pas prête à utiliser pleinement cette carte positive du coton de peur de mettre en danger sa position actuelle déjà difficile dans les discussions sur l'agriculture.

Quel a été le résultat de toutes ces discussions pour le coton? La Déclaration ministérielle de Hong-Kong (i) exige la suppression de toutes les formes de subventions à l'exportation au coton en 2006, (ii) requiert un accès aux marchés en franchise de droits et sans contingent aux exportations pour le coton en provenance des PMA dès le début de la période de mise en œuvre et (iii) souligne que les Membres ont convenu que, en tant que résultat des

négociations, les subventions internes à la production de coton ayant des effets de distorsion des échanges seront réduites de manière plus ambitieuse que dans le cadre de toute formule générale et par une mise en œuvre aux cours d'une période plus courte.

Le premier point ne constitue pas une concession puisque que les Etats-Unis, le seul pays qui octroie ce type de subventions au coton, a été condamné à les éliminer en 2005 dans le cadre du règlement de différend avec le Brésil. L'accès aux marchés ne représente pas un problème fondamental puisque l'UE octroie déjà un accès aux marchés total aux PMA dans le cadre de son initiative « tous sauf les armes ». Quant aux Etats-Unis, d'une part, ils sont le plus grand exportateur de coton du monde et d'autre part, ils n'importent que 6'000 tonnes de coton très spécifique alors que selon leurs engagement dans le Cycle de l'Uruguay ils pourraient importer jusqu'à 70'000 tonnes sans droits de douane ni contingent, soit dix fois plus. Cette concession n'a donc aucun effet économique. Enfin, quant au soutien interne, il n'est question que de réduction et non d'élimination. D'autre part, cette décision sur le coton, aussi prometteuse qu'elle puisse paraître, ne constitue en réalité que peu de progrès par rapport au traitement rapide, ambitieux et spécifique accordé en juillet 2004 au coton

Les pays développés avaient une chance à Hong-Kong de prendre au sérieux les pays en développement et les plus pauvres et de les intégrer dans les discussions multilatérales. Le Cycle de développement lancé à Doha représente une opportunité unique de redistribuer le marché de manière conforme à la réalité économique et non plus au seul profit des pays développés. Les Grands ont gardé leur position défensive et se sont engagés dans d'âpres discussions. Ils sont restés dans leur schéma du donnant-donnant, sans prendre en considération que certains pays en développement ont déjà été obligé de faire des concessions, soit dans les Cycles précédents, soit à travers des mécanismes d'ajustement structurel de la Banque Mondiale ou du FMI ou qu'ils n'ont objectivement rien à offrir mais beaucoup a gagné d'une libéralisation de la part des grands.

En réalité, les pays africains ont donné une leçon de dignité et d'abnégation à Hong-Kong. Contrairement aux Etats-Unis ou à l'UE qui sont restés dans une position recroquevillée et défensive, ils ont montré leur réel attachement à l'OMC et au système multilatéral. Même si le résultat obtenu pour le coton ne répond pas au mandat de juillet 2004, les pays africains n'ont pas voulu engendrer une crise du système. Ils ont courageusement accepté ce résultat intermédiaire, comme constituant une étape dans la recherche d'une réelle solution au problème des subventions au coton. Ils ont montré leur foi dans un système multilatéral, loin d'être parfait, mais qu'ils pensent être en mesure de répondre à leurs attentes. Ils ont fait la démonstration de la signification d'être un négociateur : accepter des compromis dans le processus tout en gardant l'objectif.

Les pays développés devraient être l'exemple à suivre quant aux instances multilatérales. En réalité, ils ont beaucoup à apprendre de l'attitude des pays africains et ont désormais une obligation de montrer aux pays les plus pauvres et aux pays en développement en général leur attachement véritable au système commercial multilatéral.

## PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

### BRIDGES/PASSERELLES/PUENTES/PONTES

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ICTSD et ses partenaires remercient la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation pour l'appui qu'elle fournit à la publication de Passerelles et de Puentes.

*PASSERELLES entre le commerce et le développement durable* est publiée tous les deux mois par ENDA Tiers-Monde et ICTSD.

Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah

Rédaction : Cheikh Tidiane Dièye

et El Hadj Abdourahmane Diouf

Montage : Noma Camara

Diffusion : Rokhayatou Ndiaye Méguida

Adresse : B.P. 3370 Dakar, Sénégal

Tél : (221) 821-70-37 - Fax : (221) 822-26-95

E-mail : syspro2@enda.sn - Web : <http://www.enda.sn>

*BRIDGES Between Trade and Sustainable development* est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif : Ricardo Meléndez-Ortiz

Editrice : Anja Halle

Tél : (41-22) 917-8492 - Fax : (41-22) 917-8093

E-mail : [ictsd@ictsd.ch](mailto:ictsd@ictsd.ch) - Web : <http://www.ictsd.org>

*PUENTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible*, est publiée tous les deux mois pour Centro de Internacional de Política Económica de l'Université Nationale de Costa Rica et ICTSD.

Coordinateurs : Carlos Murillo, Eduardo Escobedo

Tél : (506) 263 4550 - Fax : (506) 263 4540

E-mail : [puentes@ictsd.ch](mailto:puentes@ictsd.ch)

Les opinions exprimées dans les articles signés de *PASSERELLES*, *BRIDGES*, *PUENTES* et *PONTES* sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'ENDA, d'ICTSD et de la Fundación Futuro Latinoamericano. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial à condition d'en citer l'origine et les auteurs.

### PASSERELLES synthèse Bi-Mensuelle

Co-publication : ENDA - Tiers Monde

Publication électronique mensuelle sur les questions de commerce et développement durable d'importance particulière à l'Afrique.

Rédacteurs : El Hadji Diouf, Cheikh Tidiane Dièye

Pour vous abonner à la revue Passerelles ou au bulletin électronique Passerelles synthèse Bi-Mensuelle sur le commerce et le développement, envoyez un courrier électronique à : [syspro2@enda.sn](mailto:syspro2@enda.sn) ou à [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch). Dans le corps du texte écrivez, inscription à Passerelles. La revue et le bulletin électronique sont aussi disponibles sur le site internet de ICTSD ([www.ictsd.org/africodev](http://www.ictsd.org/africodev)).



## Publications

**Centre Tricontinental ; Forum Mondial des Alternatives** : Mondialisation des résistances. L'état des luttes 2004. Editions Syllepse. 2004.

**CNUCED** : « Moyens de rendre applicables, pour les pays en développement, d'éventuels accords internationaux sur la concurrence, notamment par l'octroi d'un traitement spécial et différencié pour leur permettre d'adopter et de mettre en œuvre un droit et une politique de la concurrence compatibles avec leur niveau de développement économique. »

[http://www.unctad.org/fr/docs/tdrbpconf6d9\\_fr.pdf](http://www.unctad.org/fr/docs/tdrbpconf6d9_fr.pdf)

**CNUCED**, Rapport sur le commerce et le développement (TDR). Septembre 2005. [www.unctad.org](http://www.unctad.org)

**FAO** : « La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2005 ». Le commerce peut-il être au service des pauvres? *La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2005* examine les nombreuses façons dont le commerce international et sa libéralisation affectent les populations démunies vivant dans l'insécurité alimentaire. <http://www.fao.org/icatalog/inter-f.htm>

**FAO** : « Annuaire statistique de la FAO 2004. Vol. 1/2 ». Aperçus de pays. *L'Annuaire statistique de la FAO* est une sélection d'indicateurs de FAOSTAT, la plus grande base de données mondiale en ligne dédiée à l'agriculture. <http://www.fao.org/icatalog/inter-f.htm>

**FAO** : « L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2005. Éradiquer la faim dans le monde pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. ». <http://www.fao.org/icatalog/inter-f.htm>

**HOUTARD F. ; POLET F.** ; L'autre Davos. Mondialisation des résistances et des luttes. L'Harmattan ; 2003.

**NEGOTIATING HEALTH: INTELLECTUAL PROPERTY AND ACCESS TO MEDICINES**. Edited by Pedro Roffe, Geoff Tansey and David Vivas-Eugui. International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD) and Earthscan, 2006. Further information can be found at <http://shop.earthscan.co.uk/ProductDetails/mcs/productID/669>

**OMC, Commerce international, disparité des revenus et pauvreté.. A télécharger à : [http://www.wto.org/french/res\\_f/booksp\\_f/special\\_study\\_5\\_f.pdf](http://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/special_study_5_f.pdf)**

**OMC, « Commerce et Environnement »**. En s'appuyant sur cinq études de cas concernant l'agriculture intensive, le déboisement, le réchauffement de la planète, les pluies acides et la surexploitation des stocks de poissons, l'étude montre que le commerce pourrait jouer un rôle positif dans ce processus en facilitant la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement de par le monde. Dossiers spéciaux. A télécharger à : [http://www.wto.org/french/res\\_f/reser\\_f/special\\_studies\\_f.htm](http://www.wto.org/french/res_f/reser_f/special_studies_f.htm)

**OMC, statistiques sur le commerce mondial 2005.. A télécharger à : [http://www.wto.org/french/res\\_f/statis\\_f/its2005\\_f/its05\\_toc\\_f.htm](http://www.wto.org/french/res_f/statis_f/its2005_f/its05_toc_f.htm)**

**ONU** : Objectifs du Millénaire pour le développement - Rapport 2005, UN. [www.un.org](http://www.un.org)

**UNCTAD**, Trade and environment review, [http://www.unctad.org/trade\\_env/TER](http://www.unctad.org/trade_env/TER)

## Evénements

**7 – 10 mars, Porto Alegre, Brésil**, Une vision Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural, <http://www.icarrd.org/index.html>

**13 – 17 mars, OMC, Genève**, semaine des règles.

**17 – 15 mars, OMC, Genève**, Conseil des ADPIC, WTO/ AIR/2767

**16 mars, OMC, Genève**, Sous comité des PMA, WTO/ AIR/276

**16 – 17 mars, Bern, Suisse**, Symposium sur l'usage globale des indicateurs et système d'évaluation pour l'agriculture durable, Contact: Carissa Wieler, IISD, Telephone: 1-204-958-7719, Email: [cwieler@iisd.ca](mailto:cwieler@iisd.ca)  
Web Site: <http://www.iisd.org/measurement/community/infasa/>

**17 – 18 mars, Curitiba, Brésil**, Atelier des experts de la CDB sur les aires protégées. Contact: secrétariat CDB, Téléphone: 1-514-288-2220, Fax: 1-514-288-6588, Email: [secretariat@biodiv.org](mailto:secretariat@biodiv.org)  
Web Site: <http://www.biodiv.org/doc/meeting.aspx?mtg=PAWS-01>

**20 – 24 mars, OMC, Genève**, semaine de l'AMNA

**20 – 24 mars, OMC, Genève**, semaine de l'agriculture

**16 – 22 mars, Mexico city, Mexique**, 4ème Forum mondial sur l'eau : des actions locales pour un challenge global, Web Site: <http://www.worldwaterforum4.org.mx>

**22 mars**, Journée mondiale de l'Eau : eau et culture. Email: [wwd2006@unesco.org](mailto:wwd2006@unesco.org)

**27 mars – 7 avril, OMC, Genève**, Semaine des services

**27 mars, OMC, Genève**, Sous comité coton

**1 – 5 avril, Alger, Algérie**, 10ème conférence et exposition africaine sur le pétrole, le gaz, le commerce et les finances, <http://www.unctad.org/Templates/Calendar.asp?intItemID=2068&lang=2&year=2006&month=3&day=18>

**3 – 7 avril, Genève, Suisse**, cinquième session du Groupe de travail sur la convention de Bale, Contact: Secrétariat de la convention de Bale, téléphone: 41-22-917-8218, Fax: 41-22-797-3454, Email: [sbc@unep.ch](mailto:sbc@unep.ch), Web Site: <http://www.basel.int>

**5 – 7 avril, OMC, Genève**, Groupe de négociation sur la facilitation des échanges.

**6 – 8 avril, Hong Kong, chine**, 12ème conférence internationale annuelle sur les recherches sur le développement durable. Contact: Dr Winnie Law / Ms Elim Wong, Telephone: (852) 2857-8647/(852)2241-5239, Fax: (852) 2559-0468, Email: [sdconf06@hku.hk](mailto:sdconf06@hku.hk), Site web: <http://www.hku.hk/sdconf06>

**11 – 12 avril, Genève, Suisse**, Conférence internationale sur la lutte contre la désertification, la faim et la pauvreté. Internet: [http://www.sfiar.ch/documents/desertification\\_e.pdf](http://www.sfiar.ch/documents/desertification_e.pdf)

**18 – 20 avril, Genève, Suisse**, 38ème réunion du Conseil du commerce et du développement de la Cnuced, <http://www.unctad.org/Templates/Calendar.asp?intItemID=2068&lang=2&year=2006&month=3&day=18>